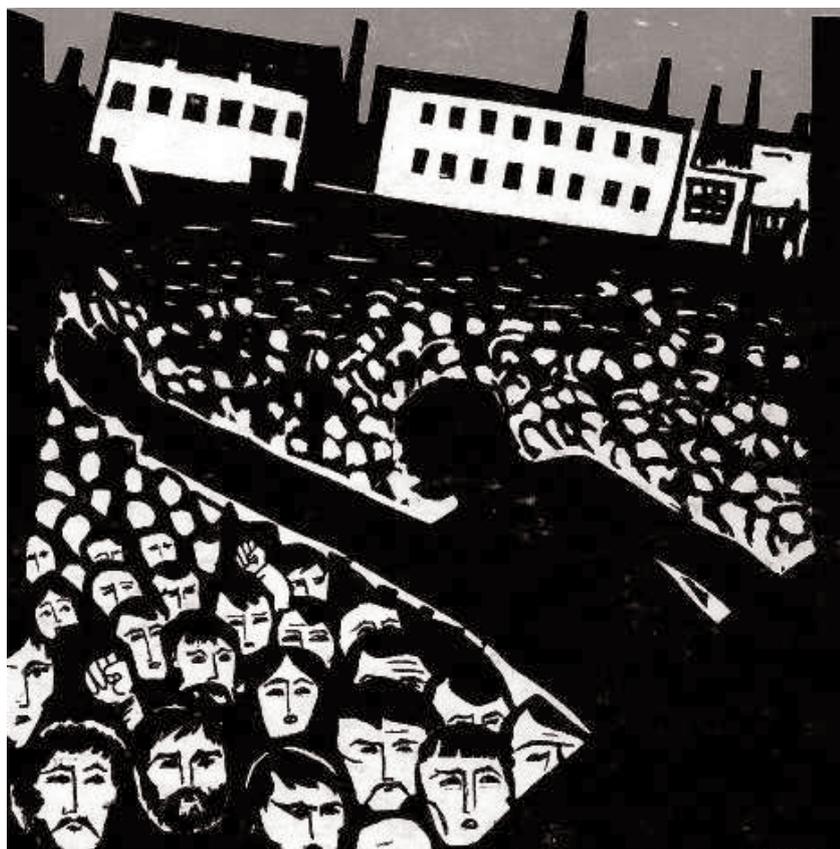


# La Cause du Communisme

**N°4**  
**1981**



## **LE SOCIALISME DANS UN PAYS ET LA RÉVOLUTION DANS LE MONDE**

**ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE**

**VOIE PROLÉTARIENNE**

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



# **Le socialisme dans un pays et la révolution dans le monde**

## ***Sommaire***

AVANT-PROPOS

I LE PROLÉTARIAT AU POUVOIR DANS UN SEUL PAYS

II DÉFENSE DE LA PATRIE SOCIALISTE

III LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S. DANS LA GUERRE 39-45

3.1. LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE ET LA LIGNE DU VII<sup>ème</sup>  
CONGRES DE L'I.C.

3.2. LES ALLIANCES DE L'U.R.S.S. APRES 1941 ET LA DISSOLUTION  
DU KOMINTERN

3.3. DE LA DISSOLUTION DE L'I.C. A LA COEXISTENCE  
PACIFIQUE DE KROUTCHEV

IV LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS : UNE PREMIÈRE RUPTURE

ANNEXE : TEXTES DE DISSOLUTION DE L'I.C.

# AYANT-PROPOS

Dans les numéros 1 et 2 de notre revue, nous avons analysé quelques-uns des problèmes fondamentaux du socialisme, sur la base des enseignements de la Révolution Culturelle Chinoise. Nous y avons montré que le socialisme se caractérise comme une phase de transition - sous la dictature du prolétariat - entre le capitalisme agonisant et le communisme naissant. Y subsistent à tous les niveaux les stigmates du capitalisme. La tâche du prolétariat y est donc de poursuivre la lutte de classes pour abolir les classes; c'est-à-dire pour abolir tout ce sur quoi repose leur reproduction (reproduction qui existe bien entendu y compris sous le socialisme).

Les révisionnistes s'opposent à ce but. En économie, ils prônent la « théorie des forces productives » qui prétend prouver que, une fois pris le pouvoir d'Etat et collectivisée la forme de propriété, il ne reste plus qu'à « développer la production suivant ses lois objectives ». Ce qui revient à la développer sur les bases de la division du travail existante, et donc à reproduire à nouveau la classe bourgeoise et le prolétariat. L'Etat et le parti, eux-mêmes reflet de cette division sociale du travail, la perpétuent et la renforcent, ils deviennent progressivement instrument du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie en même temps que lieu de sa reproduction. Loin d'organiser le dépérissement progressif de l'Etat, par la participation toujours accrue du prolétariat, puis des masses laborieuses, à l'exercice direct du pouvoir, les révisionnistes œuvrent à son renforcement en tant qu'appareil spécial. Bref, pour eux, le socialisme reste comme le capitalisme : aux ouvriers les tâches de production, à la bourgeoisie celles de diriger et... empocher. Comme le dit si bien Marchais aujourd'hui, les « communistes » à la tête de l'Etat s'y distingueraient des représentants actuels de la bourgeoisie par leur capacité « à mieux faire tourner la machine économique ». Et, à partir de cette meilleure gestion, à augmenter le niveau de vie de tous. Finalement la théorie des forces productives conduit à lutter pour la croissance économique et la puissance de son pays. La révolution prolétarienne et son but d'abolir la division du travail et les classes, n'existent plus. Au plan mondial il ne s'agit plus d'aider la révolution dans tous les pays, mais de « compétition pacifique » entre pays à systèmes sociaux différents. Une compétition entre nations pour savoir laquelle sera la plus riche et administrerait ainsi la « preuve » de la supériorité de son régime. C'est finalement la thèse nationaliste éculée que tout ce que peuvent espérer les ouvriers n'est que ce qu'espèrent les bourgeois : vaincre ses concurrents, et pour cela mettre « sa » nation au-dessus de tout. Selon cette voie, le sort de l'ouvrier peut temporairement être amélioré comparativement à celui d'ouvriers d'autres nations ; mais plus sûrement encore l'ouvrier restera dans la condition d'exploité et d'aliéné. Le bourgeois, lui, prospérera comme capitaliste repu du sang des cadavres et de la sueur du travail des exploités.

Ainsi la théorie des forces productives ne se limite pas à nier l'existence de la bourgeoisie et de la lutte de classe à l'intérieur même du pays socialiste. Elle aboutit aussi à la nier à l'extérieur en la remplaçant par la classique « lutte entre nations » (dite parfois pacifique, mais en fait violente). Il est bien vrai que la politique extérieure ne peut être séparée de la politique intérieure. Le concentré, si l'on peut dire, de cette négation de la poursuite de la révolution à l'intérieur comme à l'extérieur, peut se retrouver dans cette thèse : « La construction du communisme dans un seul pays ». Ici, le socialisme dans un pays n'est plus considéré comme la victoire, provisoire et limitée, d'un détachement du prolétariat mondial. Il n'est plus considéré comme la lutte d'un détachement d'avant-garde qui commence, seul, la transition du capitalisme au communisme en attendant que le gros de la troupe le rejoigne (et en l'aidant à le rejoindre). Il devient un capitalisme d'Etat national.

On touche ici un problème que nous avons déjà évoqué dans nos articles précédents : le prolétariat hérite de la société capitaliste et des formes dans lesquelles elle s'est développée. Comment peut-il et diriger une nation et poursuivre le but d'abolir les nations ? Quelques remarques d'ordre général s'imposent ici avant de rentrer dans une analyse plus concrète de notre sujet.

La nation n'est qu'un phénomène historique momentané. Elle a une naissance et une fin. Au commencement était la famille, le clan, la tribu ; à la fin un monde nouveau naîtra qui ne connaîtra plus les barrières nationales (que le capitalisme brise déjà en partie sous nos yeux aujourd'hui). La nation naît à un certain degré de développement des forces productives et de la division du travail, et, partout, de la

nécessité d'une organisation plus vaste et plus unifiée des rapports entre les hommes dans la production et dans l'écoulement des marchandises. L'unité de la nation, c'est l'unité du marché dont a besoin la bourgeoisie capitaliste montante, aussi bien pour la libre circulation de la main-d'œuvre que des capitaux et des marchandises. Unité qui ne peut d'abord se créer que dans un cadre géographique, culturel, historique, limité et déterminé. Le capital s'accumule d'abord dans le cadre national avant de le déborder et de poser les prémisses de sa négation<sup>1</sup>. Le cadre national est celui où s'épanouit une classe bourgeoise, où elle dispose de l'accumulation des richesses, dans « son » marché qu'elle entend bien défendre et étendre contre les autres bourgeoisies nationales concurrentes. C'est aussi celui où se développe le prolétariat qui, lui, n'a à vendre que sa force de travail. Sa situation d'exploité est à peu de chose près la même quelle que soit la nationalité du capital, du patron qui l'exploite<sup>2</sup>. Il n'a qu'à aller vendre sa force de travail là où le capital décide de l'employer. Il est « sans feu ni lieu ». Il n'a pas de patrie. « *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot* ». Cette phrase célèbre du Manifeste de Marx et Engels nous parle des pays capitalistes où la nation bourgeoise a fait son temps. La tâche première du prolétariat y est d'abord « *d'en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie* ». Et compte tenu de l'inégal développement de chaque pays, du fait que le processus révolutionnaire ne mûrit pas partout à la même vitesse, on se trouve nécessairement dans la situation où le prolétariat en finit avec la domination politique de la propre bourgeoisie dans un pays et pas dans d'autres. On se trouve dans la situation où la lutte du prolétariat « *revêt cependant tout d'abord la forme* » d'une lutte nationale, alors qu'au fond son contenu n'est pas national.

La nation bourgeoise est le cadre où se développe l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Exploitation que la bourgeoisie de chaque pays doit ensuite chercher à étendre au plus grand nombre possible par la conquête de nouveaux territoires. L'existence des nations, c'est aussi celle des guerres entre nations. Les nations les plus fortes (celles où le capitalisme est le plus développé) oppriment les plus faibles. Ici les rapports entre nations sont en accord avec ce que sont les nations : domination, oppression, exploitation. « *Les rapports des différentes nations entre elles dépendent du stade de développement où se trouve chacune d'elles en ce qui concerne les forces productives, la division du travail et les relations intérieures* » note Marx dans l'Idéologie Allemande. Le prolétariat se fixe pour but l'abolition de l'exploitation et des classes. C'est-à-dire finalement l'abolition des rapports inégaux qui divisent les hommes (sur la base de la division du travail), y compris donc les rapports inégaux entre nations, fondés eux aussi sur les inégalités de développement et la division du travail. C'est pourquoi non seulement il n'a pas de patrie, mais il lutte pour l'égalité entre nations et leur disparition, la suppression des rapports d'exploitation-domination dans le monde. « *Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles* » dit le Manifeste. Finalement tant que subsistent les classes et les inégalités subsistent aussi les nations. C'est bien pourquoi le prolétariat n'a atteint son but que lorsqu'il a supprimé la bourgeoisie et les nations à l'échelle du monde<sup>3</sup>. Toute autre victoire ne peut être pour lui que partielle et temporaire, une étape, la conquête d'une position avantageuse pour aller plus loin, le gain d'une bataille mais non de la guerre. Il en est en particulier ainsi en ce qui concerne la victoire du prolétariat dans un pays capitaliste en particulier<sup>4</sup>, tandis que les autres restent « à la traîne ».

Le prolétariat qui « *s'érige en classe nationale, devient lui-même nation* ». C'est-à-dire qu'il hérite du cadre national bourgeois. Il établit une base à lui dans des frontières déterminées. Et, de là, il poursuit la

<sup>1</sup> En s'étendant à la surface du globe, le capitalisme crée les conditions pour que naissent partout des nations, en même temps que les nations capitalistes à la tête de ce mouvement freinent, s'opposent à leur libre développement par le jeu de la domination et de l'oppression impérialiste. Le développement des nations est donc inégal et historiquement dissocié dans le temps.

<sup>2</sup> Nous laissons ici de côté le phénomène de l'aristocratie ouvrière dans les pays impérialistes.

<sup>3</sup> Le Manifeste du Parti Communiste de Marx-Engels dit en particulier :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1) Dans les différentes luttés nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communes à tout le prolétariat; 2) Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité » (souligné par nous).

<sup>4</sup> Nous ne parlons pas dans cet article des pays arriérés et opprimés où des tâches nationales restent à accomplir.

lutte qui est internationale. Mais un tel cadre n'est pas une forme neutre. Elle agit en retour sur le contenu. Le sentiment national n'est évidemment pas mort avec la prise du pouvoir. Les idées survivent longtemps aux bases matérielles qui leur ont donné naissance. Et d'ailleurs les bases matérielles du capitalisme, nous l'avons vu, survivent aussi, longtemps après la victoire de la révolution. Si une période de reflux du mouvement révolutionnaire dans le monde entraîne un isolement relatif du prolétariat victorieux dans son cadre national, celui-ci doit alors entreprendre des tâches d'édification économique de sa nation, organiser la défense de sa nation contre les nations capitalistes environnantes. Autant de facteurs qui facilitent le retour au premier plan des intérêts nationaux au détriment des intérêts généraux du prolétariat. L'idéologie de la nouvelle bourgeoisie se répand : soucions-nous d'augmenter la richesse de notre nation par tous les moyens, nous nous enrichirons tous. Et bien sûr c'est rentrer dans le vieux jeu nationaliste : opprimer les plus faibles, faire concurrence à tous, et exploiter finalement les ouvriers au nom de l'efficacité dans le marché mondial.

On voit bien que l'usage qui est fait « du cadre national » conquis par la révolution détermine finalement quelle classe est réellement au pouvoir. Poursuivre ou pas la lutte de classes à l'intérieur, est lié au fait de la poursuivre ou pas à l'extérieur. C'est pourquoi dans cet article nous compléterons la critique de la théorie de l'extinction de la lutte des classes « à l'intérieur » entamée dans les numéros 1 et 2 de notre revue en montrant comment elle se traduit aussi sur ce qu'on appelle « la politique extérieure » du pays socialiste. Sans pouvoir examiner l'ensemble de l'expérience du Mouvement Communiste International sur cette question, nous nous baserons sur quelques exemples particuliers et significatifs.

---

## ■ Le prolétariat au pouvoir dans un seul pays.

---

Ce qui est impossible ce n'est pas la révolution prolétarienne dans un seul pays, mais bien plus sûrement sa victoire simultanée dans tous les pays. D'autant plus à l'époque impérialiste où l'inégalité du développement du capitalisme et des diverses contradictions qu'il entraîne est très grande entre les divers pays. La lutte des prolétaires contre l'impérialisme, celle des peuples opprimés, les luttes des impérialistes entre eux, amènent la rupture du front impérialiste là d'abord où ces contradictions convergent pour créer « un maillon faible » dans ce front : ce fut le cas de la Russie en 1917.

Cette thèse n'est pas une « invention » de Staline opposée aux positions de Lénine comme on l'entend dire parfois. Mais bien une conclusion de l'analyse de l'impérialisme faite par Lénine (et concentrée dans son ouvrage « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »).

*« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs États »<sup>5</sup>.*

Cette thèse est toujours actuelle. Certes Lénine ne pouvait pas avoir à l'époque une vue très précise de ce que voulait dire « organiser chez lui la production socialiste », car aucune expérience historique n'existait vraiment à ce sujet. Il faudra attendre pour cela la Révolution Culturelle en Chine, qui elle-même tirera les leçons de l'expérience soviétique. Néanmoins, il pose clairement la thèse de la victoire dans un pays et de ses liens avec la poursuite de la révolution dans le monde (contre ceux qui, au nom de tout ou rien, aboutissaient en fait à rien).

Quant à « la production socialiste » dans un pays, il est certain que ce n'est pas là le concept de communisme qui est employé. Car le communisme dans un seul pays est impossible. Ayant pris le pouvoir dans un pays, le prolétariat n'en a pas fini pour autant avec la bourgeoisie et l'existence des classes. Non seulement, nous l'avons vu dans nos deux premiers articles, la bourgeoisie existe toujours et se reproduit à l'intérieur du pays. Mais les conditions externes renforcent cette reproduction.

L'encerclement impérialiste veut dire menaces et interventions militaires, et aussi influences idéologiques et pressions économiques (les liens avec le marché mondial ne pouvant être complètement rompus). Pratiquement, cela se traduit par un soutien direct apporté aux tentatives de restauration du pouvoir

<sup>5</sup> Lénine : « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » OC T21, p355

bourgeois. Et, plus encore, par le maintien d'une situation où les racines sur lesquelles se reproduit la bourgeoisie au sein même du pays socialiste ne peuvent être complètement coupées, que ce soit dans les domaines économique, idéologique ou politique. Ne prenons qu'un exemple : tant qu'existe l'encerclement impérialiste, le pays socialiste doit se soucier de sa défense (nous reviendrons sur ce point au chapitre suivant). Il doit entretenir des forces armées - dont une part de professionnels -. Bref il subsiste, et se développe même, un appareil spécial de l'Etat, et pas n'importe lequel : une armée qui, quelque populaire et liée au peuple qu'elle soit, est néanmoins, en tant qu'appareil spécial, une source permanente de restauration bourgeoise (voir ne serait-ce que les coups d'Etat militaires de Khrouchtchev, Lin Piao et Hua Kuo Feng). Tant que la division de la société en classes subsistera, de tels appareils spéciaux subsisteront. Et pour que les armées disparaissent, il faut que les nations s'unissent, il faut le communisme à l'échelle mondiale. On pourrait multiplier les exemples. Tant qu'existent quelque part des bases de reproduction de la bourgeoisie, la lutte révolutionnaire continue. Les limites nationales dans lesquelles est d'abord enfermé le prolétariat sont une source de dégénérescence bourgeoise aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Ayant renversé la bourgeoisie dans un pays, sa tâche est de se servir des positions ainsi conquises pour consolider sa force afin de poursuivre la lutte sur toute la planète (et ceci par la combinaison de tous les moyens à sa disposition : diplomatiques et militaires, alliances avec certaines forces pour en combattre d'autres, coexistence pacifique et soutien aux mouvements révolutionnaires).

Les bolcheviks et Lénine, on le sait, ne considéraient la révolution russe que comme l'avant-garde des révolutions en Europe dont ils escomptaient la victoire rapide. Ce n'est qu'après les défaites du prolétariat en Hongrie, Allemagne, etc., après que l'Armée Rouge ait dû interrompre son avance, sous Varsovie en 1923, devant les forces impérialistes coalisées, qu'ils durent se résigner à un terrible recul et entreprendre une tâche très difficile : consolider le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, de surcroît arriéré et détruit. Avec l'espoir de voir les masses opprimées de l'Orient et des colonies se lever et se joindre ainsi à la révolution soviétique. Aussi difficile qu'elle fut, il n'y avait pas d'autre voie<sup>6</sup>. L'U.R.S.S. devait rester seule socialiste quelque temps, et aller, seule, le plus loin possible dans l'édification du socialisme.

En 1924, définissant les tâches du prolétariat vainqueur en URSS, Staline disait : « *But : consolider la dictature du prolétariat dans un seul pays et s'en servir comme d'un point d'appui pour vaincre l'impérialisme dans tous les pays. La révolution sort du cadre d'un seul pays, l'époque de la révolution mondiale a commencé. Forces fondamentales de la révolution : la dictature du prolétariat dans un pays, le mouvement du prolétariat dans tous les pays. Principales réserves : les masses de semi-prolétaires et de petits paysans dans les pays développés, le mouvement de libération dans les colonies et pays dépendants (...) plan de la disposition des forces : alliance de la révolution prolétarienne avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants* »<sup>7</sup>. On voit qu'en 1924, Staline a su résumer correctement les thèses léninistes et affermir celle de la construction du socialisme dans un seul pays en relation avec les tâches internationalistes du prolétariat.

Mais plus tard « consolider la dictature du prolétariat » va devenir pour lui construire le communisme dans un seul pays. Cette évolution est étroitement liée au développement de la théorie des forces productives et à son corollaire : l'idée de l'extinction de la lutte des classes à l'intérieur du pays socialiste. Nous avons vu<sup>8</sup> qu'à l'époque du « projet de Constitution de 1936 », les tâches essentielles du prolétariat

<sup>6</sup> Difficile car le prolétariat était isolé. Les masses politiquement arriérées ne pouvaient guère prendre efficacement en mains les affaires de l'Etat. La famine, le besoin de tout régnaient, obligeant à se préoccuper de multiples tâches de production par les moyens simplement les plus efficaces à court terme et à délaissier les tâches d'éducation politique, à freiner les transformations sociales. Marx a dit dans l'Idéologie Allemande que, sans des forces productives développées, « c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue ». Ecrivant à Engels en 1852 il confirme : « la révolution pourrait venir plus tôt que nous ne souhaiterions. Le comble du malheur, c'est lorsque les révolutionnaires doivent se soucier du pain des gens ». Mais il n'y a que les dogmatiques et les intellectuels en chambre qui peuvent s'imaginer que la révolution ne peut avoir lieu que lorsque la situation lui est parfaitement favorable, et que, faute de cela, les bolcheviks auraient dû y renoncer et remettre tranquillement le pouvoir à la bourgeoisie sans tenter de surmonter les difficultés.

<sup>7</sup> Staline ; « Les principes du Léninisme ». Edition de Pékin, p86.

<sup>8</sup> Voir les n° 1 et 2 de la Cause du Communisme.

soviétique ne sont plus que de développer la production à l'intérieur et se défendre contre l'ennemi à l'extérieur. Et bien l'officielle « Histoire du PC(b) de l'URSS » écrit aussi de cette Constitution de 1936 qu'elle « consacra ce fait capital pour l'histoire de l'humanité que l'U.R.S.S. était entrée dans une nouvelle phase de développement : celle de l'achèvement de la construction de la société socialiste et du passage progressif à la société communiste... »<sup>9</sup>. Ce qui devint naturellement plus tard, en 1939, la thèse tout-à-fait antimarxiste que le communisme est compatible avec l'existence de l'appareil d'Etat : « *L'Etat subsistera-t-il en période de communisme ? Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté* »<sup>10</sup>. Et la thèse du communisme dans un seul pays sera encore fermement défendue par Staline en 1946, quand il dira : « *Le communisme dans un seul pays est parfaitement possible, particulièrement dans un pays tel que l'Union Soviétique* »<sup>11</sup>. A l'inverse Mao Tsé Toung rappelle que : « *Selon le point de vue léniniste, la victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les efforts du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme qui apportera l'émancipation à toute l'humanité. Par conséquent parler à la légère de victoire finale de notre révolution est erroné, anti-léniniste; de plus, cela ne correspond pas à la réalité* »<sup>12</sup>.

La thèse de la construction du communisme dans un seul pays a pour conséquence immédiate l'abandon de l'internationalisme révolutionnaire. Car si le prolétariat peut vaincre dans son pays, pourquoi s'attacherait-il à s'occuper de la révolution ailleurs ? Par une solidarité toute morale et qui ne serait pas fondée sur des intérêts économiques et matériels communs ? Cela c'est du subjectivisme, de l'idéalisme. Si la libération, l'abolition des classes, peut être réalisée dans le cadre national, alors allons-y. Et alors aussi seul ce cadre national nous occupe : il faut le préserver comme le bien le plus précieux. La défense de la patrie contre les attaques extérieures devient l'objectif premier et supérieur à tout autre. A tel point qu'on sera vite tenté, obnubilé par ce qu'on croit être ainsi ses intérêts, de trouver mille prétextes pour demander aux prolétaires et peuples des autres pays de subordonner eux-aussi leur lutte révolutionnaire à la défense de la « patrie socialiste ». Cette position est alors proclamée en toute circonstance « la pierre de touche » de l'internationalisme prolétarien. C'est une question qu'il faut ici examiner d'un peu plus près. Car nous ne devons accepter ni la conception révisionniste de la « patrie socialiste », ni, sous prétexte que cette conception a fini par dominer la III<sup>ème</sup> Internationale, rejeter toute idée de ce type comme du « nationalisme bourgeois ». Nous commencerons donc par distinguer la conception prolétarienne de la défense de la patrie socialiste de la conception bourgeoise. Puis nous examinerons laquelle a finalement été mise en œuvre par la III<sup>ème</sup> IC.

<sup>9</sup> Histoire du PC(b) de l'URSS Edition Norman Béthune, p. 383.

<sup>10</sup> Staline : « Rapport au 18<sup>ème</sup> Congrès du Parti » (Mars 1939) in « Les Questions du Léninisme ». Ed. de Pékin, p. 953.

<sup>11</sup> « Réponse à A. Werth » (journaliste, interview au Sunday Times, 17/9/1946). Staline : « Œuvres », T16. Ed. NBE, p. 228.

<sup>12</sup> Mao Ze Dong : « La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne », Pékin, 1970. Cité par Communisme n° 24, p. 20

---

## 2 Défense de la patrie socialiste.

---

Nous avons déjà évoqué cette question dans le chapitre 4 de notre brochure sur la Question Nationale<sup>13</sup>. Cette brochure étant malheureusement épuisée, et pour la commodité de cet exposé, nous devons rappeler ici l'essentiel de nos positions.

Le socialisme disait Lénine « triomphera d'abord, dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions et incitera en outre directement la bourgeoisie à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. Dès lors la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie... »<sup>14</sup>.

Cette tâche de concourir à la défense du (ou des) pays socialiste(s) est aussi bien celle des prolétaires des pays socialistes que de ceux des pays non-socialistes. Car d'une façon générale les intérêts du prolétariat de chaque nation doivent être subordonnés aux intérêts de la révolution dans le monde. Ce qui, suivant les circonstances historiques, les situations particulières, peut amener des tâches et sacrifices différents. Ainsi certains estiment-ils tout-à-fait normal que le prolétariat russe se soit sacrifié pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale pour vaincre les nazis. Mais ils pensent que les prolétaires anglais, US etc. n'auraient dû, eux, consentir aucun compromis quel qu'il soit avec les forces bourgeoises de ces pays favorisant la défense du prolétariat soviétique, donc de l'URSS. Ils isolent les intérêts de la révolution en France de ceux des prolétaires des autres pays : en guise d'internationalisme c'est une sorte de chauvinisme, d'apparence de « gauche ».

Evidemment, il reste toute la question pratique de juger, dans ce cadre de principe, comment articuler correctement les tâches révolutionnaires dans les pays où la révolution est à faire et dans ceux où elle est faite. Nous y reviendrons en prenant l'exemple de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Mais la seule façon de déterminer correctement cette articulation, les priorités et tâches spécifiques de chacun qui en découlent, c'est de mettre au premier plan non pas tels ou tels intérêts nationaux (même au nom de se soucier de l'avenir de la révolution dans son pays seulement), mais les intérêts généraux du prolétariat, ceux de la révolution dans le monde. Comme toute position de principe cela ne garantit pas des difficultés et des erreurs dans l'application, car les situations concrètes sont souvent fort complexes, mais

<sup>13</sup> Chapitre 4 : « Les tâches du prolétariat dans la défense de la nation socialiste » de la brochure : « La position du prolétariat de France sur la question nationale » (Oct.-Nov. 1977).

<sup>14</sup> Lénine : « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (dans la brochure des Editions de Pékin : « Lénine sur la guerre et la paix », p62).

cela trace une ligne de démarcation fondamentale entre les conceptions bourgeoises et prolétariennes, et permet justement de distinguer l'erreur de l'antagonisme.

La conception prolétarienne, qui met les intérêts généraux de la classe au premier plan était bien résumée par Staline en 1924 quand il disait qu'elle ne considère la révolution victorieuse dans un pays non comme « *une grandeur se suffisant à elle-même, mais comme un auxiliaire, comme un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat dans tous les pays* »<sup>15</sup>. La conception bourgeoise est bien connue : elle met en toutes circonstances la question nationale avant la lutte des classes. Et nous avons vu que la conception révisionniste lui est entièrement identique : puissance de la nation (exemple : en Chine aujourd'hui abandonner la lutte des classes pour les « quatre modernisations »), pression sur le prolétariat des autres pays qui est invité à ne rien faire qui puisse menacer les bourgeoisies que les révisionnistes pensent pouvoir utiliser contre telle ou telle puissance concurrente (exemple : la théorie des trois mondes<sup>16</sup>).

C'est en effet un argument souvent utilisé par les révisionnistes au pouvoir que de dire, quand on leur parle d'appuyer autant qu'ils le peuvent les mouvements révolutionnaires, que cela serait faire prendre des risques à la nation socialiste en rendant plus agressives à son égard les puissances impérialistes concernées. Il y a évidemment des risques. Quels révolutionnaires n'en encourent pas ? Il y a une contradiction à vivre comme nation, entourée d'ennemis, et à lutter contre ces ennemis pour supprimer les nations. Mais quel est le but ? Nous verrons qu'aider les mouvements révolutionnaires nécessite simultanément, le plus souvent, l'action pour profiter des divisions entre impérialistes, en isoler certains, neutraliser voire s'allier avec d'autres. Le choix n'est pas le plus souvent entre « aucun compromis tactique avec personne, guerre permanente avec tous les impérialistes » et « ménager les impérialistes plutôt qu'aider les révolutionnaires pour sauver la nation socialiste ». Mais avant tout il faut être bien persuadé que, quelles que soient les courbettes faites aux impérialistes, eux ne renonceront jamais à abattre la révolution. L'avenir de celle-ci ne peut être de préserver une sorte de paradis national socialiste, car les impérialistes ne peuvent laisser en paix ceux qui luttent vraiment pour l'abolition des classes. Staline disait :

« *Ou bien nous continuerons à l'avenir à appliquer une politique révolutionnaire, à rassembler les prolétaires et les opprimés de tous les pays autour de l'URSS (socialiste, nldr), et dans ce cas le capital international s'emploiera par tous les moyens à nous empêcher d'aller de l'avant; ou bien nous renonçons à notre politique révolutionnaire et faisons des concessions de principe au capital international. Dans ce cas, le capital international sans doute ne s'opposera pas à nous « aider », à faire de notre pays socialiste une « bienveillante » république bourgeoise* »<sup>17</sup>. C'est bien tout le sens de « l'aide » actuelle des pays impérialistes à la Pologne, à la Chine, etc.

Aider les mouvements révolutionnaires n'est pas renoncer à profiter des divisions de l'ennemi, disions-nous. Ce n'est pas renoncer à toute relation, tout compromis, toute alliance momentanée même, avec tel ou tel pays impérialiste. Vis-à-vis de l'ennemi impérialiste les prolétaires des pays socialistes sont dans une situation qui présente un caractère particulier par rapport à celle des prolétaires de ces pays. Ils ont à établir des relations d'Etat à Etat avec les pays à systèmes sociaux différents. Par exemple des échanges commerciaux nécessaires au pays socialiste. Ici, on a affaire à la coexistence pacifique, qui est une partie de la politique extérieure du prolétariat au pouvoir. Elle est fondée sur l'exigence démocratique de la reconnaissance de l'égalité des droits entre nations. Exigence compatible avec l'existence des nations (mais que la bourgeoisie ne peut pas respecter jusqu'au bout puisqu'elle recherche l'exploitation et le profit). Ce ne sont pas les prolétaires des pays socialistes qui organisent la révolution dans les autres pays comme les bourgeois organisent agressions, putschs, coups d'Etat. En ce sens ils ne s'ingèrent pas dans leurs affaires. Mais bien sûr lorsque, de l'intérieur des nations capitalistes et opprimées, se développe la lutte révolutionnaire ils appuient ce mouvement du peuple en armes par tous

<sup>15</sup> Staline : « La Révolution d'Octobre, commencement et prémisse de la révolution mondiale ». Dans « La question du Léninisme ». Ed. de Pékin, p157.

<sup>16</sup> Voir notre brochure sur la Question Nationale. Notamment p40 et suivantes.

<sup>17</sup> Staline, cité dans l'ouvrage du PCC : « Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées ». Notons que la formule : « rassembler autour de l'URSS » ne mentionne pas les tâches de l'URSS vis-à-vis des prolétaires et peuplés des autres pays, et peut introduire l'idée que seule compte la défense de l'URSS

les moyens (y compris militaires). Ce n'est pas encore là nier la nation, mais permettre au prolétariat de ces pays « d'être la nation », comme dit le Manifeste. Permettre que se réalise sur cette base une réelle égalité entre nations (non plus fondée sur les rapports de forces entre capitaux et sur l'exploitation), et, de là, la fusion, la suppression des nations. C'est bien pourquoi si la coexistence pacifique est une exigence vis-à-vis des nations bourgeoises, elle n'est que partielle et temporaire. Et la lutte même pour l'égalité (non plus en droit mais réelle) puis la suppression des nations fait que l'internationalisme prolétarien est l'axe de la politique prolétarienne. La coexistence pacifique revendique une égalité que la bourgeoisie reconnaît en droit, en paroles, mais que seule la suppression de l'exploitation et des rapports inégaux, donc seule la révolution mondiale, pourra réaliser. Et alors, les fondements des barrières nationales disparaîtront aussi, qui sanctionnent justement l'inégalité dans les conditions de la production.

Dans sa lutte pour aider les mouvements révolutionnaires, le prolétariat au pouvoir doit utiliser l'Etat qu'il dirige comme arme particulière contre l'adversaire. C'est évident en cas de guerre. Cela veut dire aussi en temps de paix travailler à diviser l'adversaire, isoler certains ennemis principaux en nouant des relations particulières avec d'autres, bref exploiter à sa façon, dans le domaine des relations d'Etat à Etat, les contradictions qui opposent ses adversaires entre eux. Il n'y a pas d'opposition de principe, pour un marxiste, à la formation de telles alliances, fronts, etc. tout dépend des conditions et du contenu dans une situation historique déterminée : cela seul permet de juger si ces alliances et fronts servent ou pas, à un moment donné, les intérêts généraux du prolétariat dans le monde (et, nous en reparlerons, c'est ce qui fait la différence essentielle de la politique extérieure de la Chine de Mao d'avec celle de la « théorie des 3 mondes » de Deng Siao Ping)<sup>18</sup>.

Mais évidemment la politique extérieure d'un Etat socialiste dans ses relations d'Etat à Etat n'est qu'un aspect de la politique extérieure du prolétariat au pouvoir, qui doit être subordonnée à la lutte pour la révolution mondiale, et qui ne représente pas en général la politique à appliquer par les révolutionnaires d'un pays où le prolétariat n'est pas au pouvoir. Si le prolétariat au pouvoir abandonne le soutien aux luttes révolutionnaires dans le monde sous prétexte de sauvegarder de « bonnes » relations avec tel ou tel Etat, il tombe dans le chauvinisme.

Les brefs développements généraux de ces deux premiers chapitres étaient nécessaires pour fonder l'analyse qui va suivre sur les manifestations des thèses révisionnistes au sein de la III<sup>ème</sup> Internationale concernant ces questions. Nous prendrons l'exemple des positions du PC de l'URSS et de Staline pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale.

<sup>18</sup> Voir « La coexistence pacifique », p38 dans notre brochure « Question Nationale ».

---

## **3 La défense de l'URSS dans la guerre 39-45.**

---

Faute de pouvoir analyser en un seul article tous les aspects de la politique extérieure de l'histoire de l'URSS en fonction des différentes situations concrètes que le monde a connues à cette époque, nous avons choisi de rendre compte ici d'une période cruciale où se sont nettement fait jour, puis affirmées ouvertement, des erreurs nationalistes tournant le dos aux principes marxistes-léninistes. A travers le pacte germano-soviétique et le 7<sup>ème</sup> Congrès de l'IC, en passant par la dissolution de l'IC et l'alliance avec les démocraties occidentales, nous verrons comment finit par dominer entièrement après la guerre une ligne révisionniste qui présente la défense de l'URSS, la lutte pour la paix et la compétition pacifique comme les tâches principales des prolétaires du monde entier. L'issue de la révolution dans le monde se réduit alors essentiellement à celle du combat de l'URSS pour dépasser et vaincre les autres puissances.

### **3.1. LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE ET LA LIGNE DU VII<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L'IC.**

Le caractère politique de la guerre de 39 est beaucoup plus complexe que celui de la guerre de 14-18. S'y enchevêtrent pratiquement les quatre types de guerre qui existent à l'époque impérialiste : a) guerre d'un peuple opprimé contre l'impérialisme (exemple : la Chine contre le Japon); b) guerre entre pays impérialistes (exemple : France-Angleterre contre l'Axe); c) guerre de défense d'un pays socialiste contre l'agression impérialiste (exemple : les forces de la coalition fasciste - Allemagne + France + Italie + Espagne, etc... contre l'URSS); d) guerre civile révolutionnaire (depuis la guerre d'Espagne de 36 jusqu'à la révolution chinoise de 49). a, c, d) sont des guerres justes que le prolétariat soutient; b) est une guerre injuste de son point de vue. Il en résulte que la disposition des forces pendant cette guerre était elle aussi complexe, mouvante suivant les différentes périodes du conflit et les différents pays, et que, chaque prolétariat ne pouvait contribuer à la révolution dans le monde qu'en suivant des chemins et des tactiques adaptés à sa situation propre (par exemple le prolétariat allemand en luttant contre la défense de sa patrie, le prolétariat d'URSS en luttant pour, le prolétariat français étant pour la défaite en 1939, mais pour la victoire contre l'Allemagne après 1941 en la liant à la révolution socialiste)<sup>19</sup>.

Parler du pacte germano-soviétique de non-agression, c'est donc parler d'un aspect particulier de la politique d'un pays socialiste et de lui seul. C'est un aspect des tâches révolutionnaires de l'époque : l'utilisation par un Etat socialiste des contradictions entre les différentes forces impérialistes afin d'améliorer sa défense. S'il est bien politiquement compris ainsi, un tel pacte de non-agression ne doit pas

<sup>19</sup> Nous avons critiqué les positions chauvines, d'apparence de « gauche » qui refusent par principe tout compromis d'un pays socialiste avec un pays impérialiste dans notre brochure « A propos du groupe Eugène Varlin », p30 à 33.

être étendu et appliqué aux forces révolutionnaires dans le monde qui ont toujours pour but la révolution. Et il ne doit pas empêcher le soutien du pays socialiste à ces forces.

Il a déjà été largement établi par différents historiens, se réclamant du marxisme ou pas, que toute la politique des démocraties bourgeoises occidentales dans la période d'entre les deux guerres a été de pousser l'Allemagne nazie à attaquer l'URSS et à jouer le rôle de gendarme anti-communiste pour leur compte. Staline, après avoir tout fait pour passer un compromis avec ces démocrates contre l'Axe fasciste, dû finalement, pour déjouer leur plan, signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Et même alors les bourgeoisies occidentales crurent encore pouvoir pousser Hitler contre l'URSS : les nazis ayant envahi la Pologne, elles lui déclarèrent la guerre mais restèrent l'arme au pied, intervinrent même contre l'URSS en Finlande et en Orient, pour bien signifier à Hitler que, tant qu'il se dirigeait vers l'Est, elles étaient d'accord avec lui.

Tous ces faits sont largement connus. Ils illustrent la priorité politique de cette bourgeoisie pour qui « mieux valait Hitler que le Front Populaire ». Par eux-mêmes ils ont prouvé la justesse du pacte germano-soviétique de non-agression. Lénine aussi avait rappelé aux adeptes de la phrase sur la révolution permanente, immédiate, la nécessité de savoir analyser froidement les phénomènes et de temporiser, ou reculer même, à certains moments : « *Tant que n'a pas éclaté une révolution socialiste internationale embrasant plusieurs pays, assez forte pour vaincre l'impérialisme international, le premier devoir des socialistes victorieux dans un seul pays (particulièrement arriéré) est de ne pas accepter la bataille contre les géants impérialistes, de s'efforcer de l'éviter, d'attendre que la lutte des impérialistes entre eux les affaiblisse encore plus, qu'elle rapproche encore la révolution dans les autres pays* »<sup>20</sup>.

Mais s'il n'est pas nécessaire de justifier davantage le principe d'un tel compromis dans la situation concrète de 1939, il faut s'interroger de plus près sur certains aspects de son contenu politique. Car il en va de ce compromis comme de tout autre : si on perd de vue le but final, ce qui n'apparaît que comme un détour momentané devient en fait changement complet de direction.

S'interroger sur le contenu politique, ce n'est pas juger le pacte seulement mais le contexte réel et concret dans lequel il se situe : aide-t-il ou pas à la lutte internationale du prolétariat ? Comment articule-t-il la question de la défense du pays socialiste aux tâches révolutionnaires des prolétaires des autres pays ?

Pris isolément le pacte est une manœuvre tactique juste pour profiter des divisions entre impérialistes. Staline et le PC de l'URSS analysant alors correctement comme impérialistes les deux camps France-G.B./Allemagne-Italie. Il déclare en Mars 39 au 18<sup>ème</sup> Congrès du Parti qu'il ne soutiendra pas les intérêts d'un camp contre un autre : « *Nous n'irons pas tirer les marrons du feu pour autrui* ». Il adopte une attitude de neutralité entre ces deux camps, puis signe le pacte pour que l'URSS ne soit pas attaquée. Que les bourgeoisies franco-anglaises aient poussé des hauts cris face à une position qui les laissait seules face à l'Allemagne, ce n'est que la fable de l'arroseur arrosé. Déjà la paix de Brest-Litovsk en 1918 avait posé une situation analogue (nous reviendrons plus loin sur ce type « d'alliance objective » avec un impérialisme).

Mais un pas de plus est franchi par Staline quand, après le pacte de non-agression du 23 Août 1939, est signé, le 28 Septembre, un « traité de frontières et d'amitié » entre l'Allemagne et l'URSS. Ce traité vient après l'avance fulgurante des troupes allemandes en Pologne, celle-ci étant pratiquement vaincue. On ne peut donc pas dire que ce faisant l'URSS ait aidé Hitler à vaincre la Pologne : c'était fait. De leur propre point de vue les bourgeois ne sont que des hypocrites quand ils dénoncent le mot « amitié » : eux-mêmes ont été - et de très loin - les plus amicaux et fervents supporters du nazisme, avant comme après Munich. De leur point de vue encore il est tout aussi hypocrite de dénoncer l'accord sur le partage de territoires (Pologne-Pays Baltes) entre l'URSS et l'Allemagne sanctionné par le traité : eux-mêmes n'ont pas arrêté un instant de se partager les peuples d'Europe. Et leur dernier partage, dans la région, le traité de Riga de 1921, avait imposé à l'URSS par la force, la perte de ces territoires qu'elle ne fit, en Septembre 39, que

<sup>20</sup> Lénine : " Sur l'infantilisme de gauche " - Œuvres choisies (Moscou), T2, p701.

récupérer (en Septembre 39 l'URSS retrouve la frontière fixée par le ministre anglais Lord Curzon en 1919 et appelée « ligne Curzon »).

Mais du point de vue prolétarien on touche ici la « frontière » où les intérêts nationaux de la défense du pays socialiste prennent le pas sur les intérêts généraux de la révolution. Le mot « amitié » ne peut qu'obscurcir la conscience révolutionnaire des masses. De même l'annexion pure et simple de populations - sans qu'elles l'aient vraiment demandée - même si elles faisaient partie de l'ancien empire tsariste, c'est aussi toucher les limites du point de vue nationaliste bourgeois. Limites, car dans le cas présent, on peut y opposer l'argument que, à défaut de l'URSS ce serait les nazis qui les auraient immédiatement occupées, ce qui n'allait pas dans le sens ni des intérêts de ces peuples, ni des intérêts généraux du prolétariat.

Pris isolément, disions-nous, les accords germano-soviétiques de l'été 1939 sont acceptables et corrects, tout en étant marqués d'une tendance à « aller trop loin » dans le compromis avec l'Allemagne. Cette tendance se comprend si on considère que s'était fait jour au sein de l'I.C. une orientation générale subordonnant toute l'activité des communistes du monde à la « lutte pour la paix » pour la défense de l'URSS. Cela a été très net au 7<sup>ème</sup> Congrès de l'IC d'Août 1935. En fait, pendant la période 1935-1941 la ligne de la III<sup>ème</sup> IC manifestait des flottements sur la question de la guerre. Tantôt ses textes mettent en avant seulement les contradictions entre impérialistes (et même en 1935, l'IC déclare encore que la contradiction principale est anglo-américaine). Et alors, c'est purement et simplement la situation de 14-18 selon elle, avec le mot d'ordre de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire<sup>21</sup>. Tantôt la guerre est analysée principalement comme opposant l'impérialisme à l'URSS, et alors empêcher cette guerre, préserver la paix par tous les moyens devient un objectif pour lequel il faudrait renoncer à la révolution (la diplomatie soviétique, ses accords avec tel ou tel impérialisme, impliquent aussi le prolétariat mondial). C'est en quelque sorte deux discours parallèles, l'un ou l'autre, mais pas l'ensemble en même temps et bien articulé.

Il est vrai que la guerre de 39-45 était politiquement beaucoup plus complexe que celle de 14-18. Par exemple elle impliquait des faits nouveaux comme les luttes de libération nationale (Chine), la défense du pays socialiste (URSS), et les contradictions inter-impérialistes elles-mêmes ne visaient plus seulement le repartage des colonies mais aussi le démantèlement des nations européennes. Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, d'analyser comment l'IC a tenu compte ou pas de ces faits nouveaux à son 7<sup>ème</sup> Congrès. Nous nous bornerons pour notre propos à montrer brièvement qu'elle a avancé une ligne erronée concernant la défense de l'URSS en lui sacrifiant la préparation de la révolution dans un pays comme la France.



« La Résolution sur le danger d'une nouvelle guerre mondiale » du 7<sup>ème</sup> Congrès de l'IC comporte 4 sections.

La section I montre que les impérialistes préparent la guerre, mais que certains, comme la France et les USA ont intérêt au « statu-quo ». Dans son discours Dimitrov avait lui aussi déclaré que « *l'instigateur de la guerre qui vient est le fascisme, le poing ganté de fer des forces les plus agressives et les plus belliqueuses de l'impérialisme* ». Il y a ainsi une distinction qui est faite entre pays impérialistes oppresseurs et agressés. Il est tout à fait exact que des pays comme l'Allemagne et l'Italie avait plus intérêt à un repartage que la France et l'Angleterre, gavées par les traités de la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre. Du point de vue de la défense de l'URSS et de la division du camp impérialiste il était juste de tenir compte de ce facteur pour passer des alliances tactiques. Mais la France et l'Angleterre n'étaient partisans du « statu-quo » qu'en tant que brigands repus de butin, face à des brigands plus affamés. La distinction agresseur-agressé pouvait convenir à la diplomatie, pas aux tâches fondamentales des prolétaires et

<sup>21</sup> Cela est net jusqu'en 1941. Par exemple le discours de Dimitrov d'Octobre 39 à propos de la guerre entre l'Axe et les démocraties occidentales reprend pour l'essentiel cette analyse (« La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes » republié en Septembre 1975, brochure « Employé en lutte »).

peuples opprimés par les bourgeoisies françaises, anglaises, etc... Fallait-il qu'ils soutiennent « leur » bourgeoisie et renoncent à la combattre, en 1935, si elle passait un accord avec l'URSS ? Sûrement pas. On peut comprendre et admettre les pactes d'assistance mutuelle passés en 1935 par l'URSS avec la France, Tchécoslovaquie, etc... Mais pas que Staline signe un document avec Laval où « il comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force au niveau de sa sécurité ». Position qui devient celle du 7<sup>ème</sup> Congrès, qui appelle le prolétariat à une politique de soutien à l'armée bourgeoise pourvu qu'elle soit nationale et démocratique. Le discours de Dimitrov demande au prolétariat « *d'intervenir activement dans les questions de défense nationale (...) de relier de la façon la plus étroite la question de la défense nationale aux revendications visant à étendre les droits démocratiques des ouvriers et des paysans...* ». On sait que cette position a été déjà critiquée par Lénine (contre R. Luxembourg-Junius) car elle amène, qu'on le veuille ou non, à utiliser les revendications pacifistes, démocratiques, etc. non pas à la préparation de la révolution, mais au soutien à la nation impérialiste, à la bourgeoisie. Cette position est en fait logique avec l'analyse fautive que seuls les fascistes sont responsables de la guerre et « agresseurs ». Elle est logique avec la thèse de subordonner les intérêts du prolétariat mondial à la défense de l'URSS.

La section 2 est intitulée « Le rôle de l'URSS dans la lutte pour la paix ». Ici on n'aborde pas la question de la défense de l'URSS et de son rôle dans la lutte révolutionnaire, mais tout est centré sur l'URSS dont le rôle est de garantir la paix car sa puissance empêche les bourgeoisies impérialistes de déclencher la guerre - notamment contre les petites nations - aussi facilement qu'avant.

La Section 3 définit les tâches des communistes « dans la lutte pour la paix et contre la guerre impérialiste ». L'axe essentiel est de relier la défense de l'URSS et le combat des prolétaires et peuples opprimés en un vaste « Front Unique pour la Paix » « *qui groupe non seulement la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels travailleurs et les autres travailleurs, mais aussi les nations opprimées et les peuples des pays dont l'indépendance est menacée par les fauteurs de guerre* » selon la formule de Dimitrov. Bref c'est regrouper tous ceux qui agissent contre les fascistes. Y compris plus tard les bourgeoisies françaises, anglaises, etc. desquelles le prolétariat exigera seulement, nous l'avons vu, plus de démocratie, plus de fermeté pour « l'indépendance nationale » menacée.

La 4<sup>ème</sup> Section aborde la question « De lutte pour la paix à la lutte pour la révolution ». Après avoir parlé d'agresseurs et agressés, il était normal que le 7<sup>ème</sup> Congrès ne sache plus très bien contre qui diriger la révolution. Aussi déclare-t-il que si la guerre éclate « *les communistes s'efforceront de guider les opposants à la guerre, organisés dans la lutte pour la paix, à la lutte pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre les instigateurs fascistes de la guerre, contre la bourgeoisie, pour renverser le capitalisme* » : toutes les cibles y sont, mais dans la plus grande confusion, tentant de concilier la thèse générale du 7<sup>ème</sup> Congrès sur « les agresseurs fascistes ennemis principaux » avec quelques mots parachutés ici tout d'un coup sur « le renversement du capitalisme » ! D'ailleurs il reste clairement indiqué dans cette section que l'essentiel « *dans la situation présente est que tous les travailleurs doivent considérer la défense de l'URSS comme l'essentiel* ». Deux mois plus tard l'Ethiopie était envahie par l'Italie.

Finalement le pacte germano-soviétique de 1939, pour en revenir à lui, n'aurait pas été erroné s'il n'avait été qu'une partie de la politique de l'URSS, et de l'URSS seule. Replacé dans le contexte général de la ligne du 7<sup>ème</sup> Congrès, le pacte germano-soviétique se transforme en ligne générale du mouvement communiste et devient en ce sens erroné<sup>22</sup>. On peut rappeler que des partis comme le PCF furent

<sup>22</sup> Une fois encore, et contre l'infantilisme (ou le dogmatisme) de « gauche », nous ne nions pas ici la « lutte pour la paix » comme tâche tactique momentanée et particulière, notamment pour un pays socialiste. Rappelons par exemple aux phraseurs petits bourgeois (déjà épinglés à ce sujet dans notre brochure sur la secte E. Varlin) que Lénine ne s'opposait pas à toute relation avec tel ou tel pays impérialiste, même les plus puissants de son époque, pour tenter de trouver quelques accords et préserver, tant que faire se pouvait, la paix. Par exemple, en Novembre 1922, il déclare attacher « un prix extrême à la réception de Herriot (chef du Parti Radical Français, ndlr) à Moscou et à ce pas vers un rapprochement avec la France », il affirme rechercher aussi des accords avec l'Angleterre, ainsi que des accords de paix entre les puissances. Il souhaite des mesures concrètes de démilitarisation (comme la fermeture des Détroits pour les navires de guerre), et « le plus possible de

amenés à reprendre le pacte à leur compte (l'anecdote la plus significative étant la fameuse démarche du PCF auprès des nazis pour obtenir le droit de faire réparaître l'Humanité en Juin 40). Plus généralement, le PCF à cette époque hésite entre le soutien à la bourgeoisie française contre l'Allemagne<sup>23</sup>, dans la ligne du 7<sup>ème</sup> Congrès, ou le soutien à un gouvernement qui appliquerait l'alliance avec l'URSS dans le prolongement du pacte<sup>24</sup>. C'est que, dans tous les cas, il recherche la paix indépendamment des tâches révolutionnaires en France. Et s'il ne proclame pas franchement sa participation à une coalition contre l'autre de façon systématique, il cherche la solution dans la neutralité (« ni l'Angleterre, ni l'Allemagne », ce qui ne peut se concevoir concrètement que par une lutte indépendante du prolétariat de France que le PCF n'organise pas encore<sup>25</sup>. Plus tard la même ligne de tout subordonner à la défense de l'URSS contribuera au même abandon des tâches révolutionnaires avec la soumission à la bourgeoisie française, à de Gaulle.

### 3.2. LES ALLIANCES DE L'URSS APRÈS 1941 ET LA DISSOLUTION DU KOMINTERN

On sait qu'en 1941 le pacte germano-soviétique vola en éclats : les nazis envahirent l'URSS. Du coup les Soviétiques furent amenés tout naturellement à rechercher l'alliance avec le camp des impérialismes occidentaux.

De telles alliances militaires avec des pays impérialistes - les plus puissants de l'époque de surcroît - sont-ils possibles de la part d'un pays socialiste ? Oui, bien sûr, cela n'est pas en soi contraire aux intérêts du prolétariat. Ayant à critiquer le contenu politique des alliances telles que les concevait Staline, il nous faut d'abord - au risque d'alourdir cet article - le rappeler fermement. Car bien des critiques de Staline se fondent aujourd'hui sur des positions petites bourgeoises qui critiquent moins le contenu de l'alliance que le fait même de passer de tels compromis au nom de la « pureté » révolutionnaire.

D'une façon générale d'abord, Marx et Lénine ont toujours su, sur le plan tactique, distinguer entre différents états en vue d'isoler les plus dangereux. C'était vrai pour Marx de la Russie tsariste. De Lénine aussi qui écrivait par exemple : « *La tâche principale que nous proposons à présent est de combattre les exploités et de gagner à nous les hésitants. Car c'est là une tâche mondiale. Un bon nombre de pays capitalistes sont hésitants : en tant que capitalistes ils nous haïssent; en tant que pays opprimés ils préfèrent vivre en paix avec nous* »<sup>26</sup>. Ici apparaît donc l'idée de gagner aux côtés des soviets des pays capitalistes intermédiaires. Mais Lénine n'exclut pas non plus toute idée d'accords militaires avec une puissance impérialiste pour se protéger d'autres. En Mai 1918, il écrit alors qu'une offensive impérialiste se prépare contre la Russie : « *Sans nous opposer le moins du monde, en général, à des accords militaires avec l'une des coalitions impérialistes contre l'autre dans le cas où un tel accord, sans porter atteinte aux fondements du pouvoir soviétique, pourrait renforcer la position de ce dernier et paralyser l'offensive contre lui d'une quelconque puissance impérialiste, nous ne pouvons accepter, en ce moment, un accord militaire avec la coalition anglo-française* »<sup>27</sup>. (La raison donnée est que l'accord proposé par les anglais

mesures et de décisions les plus simples et les plus claires menant effectivement à la Paix, pour ne pas parler de l'élimination complète de dangers de guerre » (Interview à Farbman. T33, p392).

<sup>23</sup> Voir la déclaration remise par Politzer à Reynaud le 3 Juin 1940. Cité dans Tom Thomas : « De l'opportunisme à la trahison », p18 (disponible à notre adresse) ou encore la lettre de Tillon à Herriot (15 Juin 1940). (Idem, p18).

<sup>24</sup> Humanité du 17 Juin 1940. Tom Thomas, p19.

<sup>25</sup> Idem p6 à 19.

<sup>26</sup> Lénine : « Sur l'activité du Comité Exécutif ». OC, T30.

<sup>27</sup> Lénine : OC, T27, p377. Lénine a dit le contraire auparavant : « Quant à la victoire sur un impérialisme étranger, victoire accessible grâce à une alliance formelle ou une alliance de fait avec un impérialisme « ami » nous l'avons toujours repoussée, comme une méthode inadmissible dans son principe et, d'une façon générale, inopérante » (OC, T26, p468 - Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse). Mais si on replace cette citation dans son contexte on voit qu'elle est avant tout une réponse à des sociaux-démocrates allemands qui voulaient que la Russie abatte l'impérialisme allemand en restant en guerre contre lui. Le fond de la réponse de Lénine est de dire : nous ne nous y risquons pas tant que prolétariat allemand n'aura pas entrepris lui-même la révolution. Ce n'est pas notre intervention en alliance avec l'impérialisme anglais qui pourra remplacer la révolution. Donc Lénine parle ici du point de vue de la révolution en Allemagne et non de la défense de l'URSS principalement. Il dit que cette révolution ne dépend pas d'abord de l'intervention russe, du choix de s'allier aux anglais, mais du prolétariat

contre l'Allemagne prolongerait la mobilisation de l'Armée Rouge à l'Ouest à un moment où les Japonais se préparaient à attaquer à l'Est). D'ailleurs une stricte indépendance vis-à-vis de l'impérialisme n'est pratiquement pas possible. Lénine notait<sup>28</sup> que si les bolcheviks faisaient la paix avec l'Allemagne ils seraient « *objectivement des agents de l'impérialisme allemand* », mais qu'aussi s'ils faisaient la guerre ils seraient tout aussi objectivement des agents des impérialistes anglo-français. En fait, agissant dans un monde traversé des contradictions entre les impérialistes, les communistes ne peuvent se dégager totalement des uns ou des autres, ne peuvent empêcher que leurs actes agissent sur l'équilibre de leurs forces. « *Il est évident d'ailleurs qu'on ne peut pas s'en dégager totalement sans renverser totalement l'impérialisme* ». Tout ce qui compte n'est pas de considérer que tel ou tel impérialisme doit être préféré à un autre (parce qu'il serait plus « démocratique », moins « puissant », etc.), mais de trancher la question « *exclusivement du point de vue des conditions les plus favorables au développement et au renforcement de la révolution socialiste qui a déjà commencé* »<sup>29</sup>.

Ce que nous critiquons, ce n'est donc pas le principe d'un accord militaire avec un impérialisme et l'utilisation des contradictions entre impérialistes pour utiliser l'un contre l'autre. Mais un tel accord devait être limité dans le temps comme dans son étendue. Il ne pouvait pas être aussi étendu au point de laisser dans l'oubli les intérêts du mouvement révolutionnaire des autres pays. Il ne devait aller jusqu'à farder la réalité sur la nature des pays impérialistes avec qui il était passé, oppresseurs des peuples eux aussi. Il ne devait pas aller jusqu'à demander aux prolétaires de renoncer à la révolution pour ne pas « effrayer » la bourgeoisie et freiner son alliance avec l'URSS.

Or c'est ce contenu politique erroné que Staline donna à ces accords. Cela est tout particulièrement mis en évidence dans les raisons qui furent données par les dirigeants de l'IC et que Staline donna lui-même pour justifier la dissolution du Komintern (III<sup>ème</sup> IC), et pour justifier le partage de Yalta. Loin de mettre essentiellement l'accent sur le caractère purement tactique des alliances passées avec les bourgeoisies occidentales, loin de considérer principalement comme provisoire l'accord passé avec un camp impérialiste contre un autre également impérialiste, Staline farde la démocratie bourgeoise de toutes sortes de vertus progressistes et laisse croire qu'un accord de paix et de coopération durable peut être trouvé avec elle. Et, puisque progrès et démocratie il peut y avoir de ce côté-là<sup>30</sup>, inutile de faire la révolution : on peut dissoudre le Komintern.

Dès le début de l'entrée en guerre de l'URSS, Staline fonde les intérêts des pays socialistes et des prolétaires avec ceux des bourgeoisies impérialistes occidentales. Les buts différents que chaque classe poursuit à travers la lutte contre le fascisme n'apparaissent plus. Par exemple dans son discours du 6 Novembre 1942 (25<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre), Staline définit le « programme d'action » du camp fasciste comme raciste, anti-démocratique, visant à l'oppression d'autres nations. Quant à l'autre camp, l'impérialisme n'y existe littéralement plus. « *Programme d'action de la coalition anglo-soviéto-américaine : abolir l'exclusivisme social; instituer l'égalité en droits des nations et l'inviolabilité de leurs territoires; affranchir les nations asservies et rétablir leurs droits souverains; assurer à chaque nation le droit d'organiser sa vie comme elle l'entend; prêter une assistance économique aux nations victimes de l'agression et les aider à assurer leur bien-être matériel; rétablir les libertés démocratiques; anéantir le régime hitlérien* »<sup>31</sup>. L'impérialisme occidental n'affranchit pas plus les nations asservies, les colonies, en 1945 qu'en 1918 et l'assistance économique fut, bien sûr, « l'aide » impérialiste (le plan Marshall). Quant au racisme on sait que la « question juive » fut « résolue » en tuant et spoliant les Palestiniens à la place des Juifs, sans parler du racisme « normal » en France, USA, Afrique du Sud, etc. etc. Bref, nous y reviendrons avec Yalta, Staline est allé au-delà d'une simple alliance militaire avec un camp impérialiste. Il lui a donné un caractère politique progressiste largement hypertrophié et trompeur. Les bourgeois sont d'ailleurs si précieux, qu'on leur abandonne le Komintern.

allemand d'abord. Quant à l'URSS elle doit choisir « quel est le moyen le plus sûr pour s'affermir jusqu'au moment où les autres pays se joindront à la révolution ». Et cela est une autre question.

<sup>28</sup> Lénine : « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », OC T26 p464

<sup>29</sup> Id.

<sup>30</sup> Ceci est lié à la conception du VII<sup>ème</sup> Congrès de l'IC qui donnait à la lutte contre le fascisme le but de « revenir » à la démocratie bourgeoise, en abandonnant la perspective de la révolution socialiste. Nous ne pouvons pas développer ce point dans cet article.

<sup>31</sup> Cité dans « Il y a 30 ans Yalta ». Brochure « Employé en lutte », p4.

Voir les textes que nous publions sur la dissolution du Komintern en Annexe. Le texte de l'IC prétexte d'une soudaine inutilité de l'Internationale du fait de la « diversité » des situations spécifiques de chaque parti. Était-ce une situation bien nouvelle cette « spécificité » dont Lénine disait déjà qu'elle entraînait que la révolution ne suivrait pas un cours ni des formes identiques dans chaque pays ? Et l'IC n'a-t-elle pas pour but justement de faire une force unie et coordonnée de ce qui est dispersé ? Bien sûr. C'est qu'en fait ce qui a vraiment changé pour les rédacteurs du texte de l'IC c'est les tâches fixées aux prolétaires et peuples opprimés du monde entier. Il ne s'agissait plus pour eux que de vaincre l'Allemagne. But commun bien sûr aux impérialismes concurrents. C'est bien pourquoi les tâches ne sont plus (pour les prolétaires des pays fascistes exceptés) que de soutenir leurs bourgeoisies<sup>32</sup>. Le point 4 du texte dit : « *Dans les pays de la coalition anti-hitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien* ». Il est même bien précisé que la lutte doit être nationale et rester « *dans le cadre de son Etat* ». Soutenir « par tous les moyens » la bourgeoisie et respecter « son Etat », on ne saurait renoncer plus clairement à toute perspective révolutionnaire.

La dissolution de l'IC apparaît ainsi clairement comme une garantie donnée aux classes bourgeoises d'Occident : soutenez l'URSS et nous promettons de ne pas profiter de la guerre pour faire la révolution. Ce marchandage contre-révolutionnaire est parfaitement explicité par Staline : « *la dissolution de l'IC facilite l'organisation de l'assaut commun contre l'hitlérisme* », l'URSS ne « s'immiscera plus » (ne soutiendra plus ?) la révolution dans les autres nations. La dissolution de l'IC « *facilite l'activité des patriotes* » (mais Staline ne dit pas si elle facilite celle des révolutionnaires). Quant à la conception « défense de l'URSS = lutte pour la paix » qui y préside, elle est clairement consacrée dans le point d) (qui annonce la politique de « coexistence pacifique » de Khrouchtchev) qui prétend que la dissolution va permettre de « *frayer la voie vers l'organisation future de la collaboration fraternelle des nations, fondée sur leur égalité* ». Comme si le renoncement à renverser l'impérialisme pouvait le transformer en doux agneau « fraternel » et réaliser « l'égalité » avec les nations opprimées ! Ce qui est attendu, c'est qu'il serait possible, après la guerre, de coexister pacifiquement avec lui ! : « *Le résultat (sera) le renforcement ultérieur du Front Unique des Alliés* »<sup>33</sup>.

L'histoire a montré que l'aplatissement des communistes face à la bourgeoisie ne pouvait suffire à endormir l'hostilité de celle-ci. En 1943, Staline pensait en particulier que la dissolution de l'IC encouragerait les Alliés à soutenir activement l'URSS en ouvrant le second front à l'Ouest. Il n'a été ouvert que le plus tard possible, en fonction des seuls intérêts impérialistes (qui étaient de voir, comme disait Truman, les Soviétiques et les nazis se saigner entre eux le plus possible, puis venir tirer les marrons du feu). De même en France l'aplatissement du PCF devant de Gaulle en 43 n'a guère apporté d'armes et de moyens supplémentaires à la Résistance intérieure. Les faits ont aussi montré que l'action des forces révolutionnaires, la direction des communistes, arrachée à la bourgeoisie (et contre elle) sur la Résistance, et pour faire de la libération la porte ouverte à la révolution, n'était nullement contradictoire, au contraire, avec les buts de vaincre l'Allemagne nazie : en Yougoslavie, Albanie, en France même, etc. les forces combattantes les plus résolues étaient issues des prolétaires et des masses populaires : elles pouvaient - et étaient le plus souvent - gagnées à la direction des communistes. Elles étaient non seulement le meilleur soutien à l'URSS, mais aussi à la victoire totale contre le fascisme. C'est-à-dire à la victoire contre la bourgeoisie et le capitalisme qui lui avaient donné naissance et qui auraient dû être balayés avec lui. Ceci, pour peu que le Parti Communiste ait su guider le prolétariat à utiliser pour son compte, suivant ses propres buts, les positions acquises dans la lutte pour la libération nationale, la destruction de l'Etat fasciste, la démocratie. Pour peu qu'il ait su guider le prolétariat à prendre lui-même

<sup>32</sup> Plus tard, la défaite nazie presque accomplie, il leur sera aussi demandé de faire pression sur les gouvernements bourgeois vainqueurs pour empêcher un éventuel renversement d'alliance contre l'URSS (dont les chances de succès étaient assez minces malgré l'espoir de quelques nazis. Là aussi les intérêts de l'URSS amenaient à grossir un phénomène secondaire).

<sup>33</sup> Au même moment, en 1943, un chant nationaliste grand-russe remplace l'Internationale comme hymne officiel de l'URSS. Les films officiels d'Eisenstein comme « Alexandre Nevski » et « Ivan le Terrible » traduisent bien également le contenu patriotique chauvin largement présent en URSS à l'époque. Lénine, lui, avait mis en garde pour que la lutte contre la bourgeoisie allemande ne s'accompagne pas de la haine de l'Allemand (T27, p184).

le pouvoir et à s'en servir pour passer au socialisme, au lieu de le remettre à la bourgeoisie pour qu'elle restaure le capitalisme.

Nous ne pouvons nous étendre plus longuement ici sur ces rapports concrets entre tactique et stratégie dans la lutte contre le fascisme. Cette brève analyse n'a pour but que de comprendre ceci : les racines théoriques du révisionnisme moderne plongent au sein même de la III<sup>ème</sup> IC. Il y a un lien étroit, entre la théorie des forces productives et du renforcement de l'Etat avec le nationalisme de grande puissance. S'il s'agit que l'URSS devienne une grande puissance pour qu'ainsi « le communisme », assimilé à un pays, surpasse le capitalisme; s'il s'agit de réduire les tâches révolutionnaires à la réalisation des conditions de paix et de coexistence pacifique qui lui permettront d'y parvenir (mais aussi de soutenir conquêtes et extensions le cas échéant); alors effectivement les prolétaires de tous les pays n'ont d'autre rôle à jouer que d'être, chacun chez eux, un détachement de l'Etat soviétique.

### 3.3. DE LA DISSOLUTION DE L'IC, À LA COEXISTENCE PACIFIQUE DE KROUCHTCHEV

L'attitude de Staline à l'égard des impérialistes après la dissolution de l'IC ne va faire que s'accroître dans le sens de régler avec eux les problèmes du monde, assurer une bonne place à l'URSS dans le partage d'après-guerre, et ne plus soutenir la révolution. Certes il était nécessaire de régler avec les puissances belligérentes le sort des vaincus. Mais le rôle de l'URSS aurait dû être alors 1°) de faire respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de refuser notamment des « sanctions » contre les vaincus (en exigeant de frapper uniquement les bourgeoisies), de refuser tout « partage du butin » entre les vainqueurs, sur le dos des peuples, 2°) de refuser toute concession de fond, de principe, à l'impérialisme relativement à la poursuite des tâches révolutionnaires, dans les pays capitalistes comme dans les colonies.

Or Staline vise autre chose : il tente de régler le sort du monde par des accords entre grandes puissances. Par exemple le 6 Novembre 1944 (Discours pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre<sup>34</sup>) il déclare : « ... *Ce dont il faut s'étonner ce n'est point que les divergences existent (entre USA/GB et URSS, ndlr), mais de ce qu'il y en ait si peu et de ce qu'en principe elles soient presque chaque fois réglées dans le sens de l'unité et de l'action -coordonnée des trois grandes puissances... ce ne sont pas des motifs fortuits et éphémères qui sont à la base de l'alliance de l'URSS, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, mais des intérêts vitaux et durables (souligné par nous, ndlr) (...) (il faut) créer une organisation spéciale composée des représentants des nations pacifiques pour défendre la paix et garantir la sécurité...* ». Alors que Lénine ne cessa d'insister sur l'hypocrisie de « l'égalité des nations » tant que subsiste l'impérialisme, Staline farde la démocratie impérialiste et appelle l'ONU de ses vœux les plus pressants. Des millions d'hommes qui faisaient une immense confiance à Staline et à l'URSS ont été poussés à abandonner la lutte révolutionnaire dans la mesure où ils ont cru à la possibilité d'un monde futur pacifique sous l'égide des « trois grands » que la signature de Staline, aux côtés de celles de Roosevelt et Churchill semblait garantir. Au bas du texte des accords de Yalta on lit ainsi : « *Ce n'est que par la collaboration et la compréhension continues et croissantes entré nos trois pays et entre toutes les nations aimantes de la paix que pourra se réaliser la plus haute aspiration de l'humanité : une paix garantie et durable qui, en accord avec les termes de la Charte de l'Atlantique, garantisse à tous les hommes, dans toutes les parties du monde, une vie exempte de peur et de privation* »<sup>35</sup>. Quelle sinistre farce que les nations « aimantes de la paix », la paix « garantie et durable » compatible avec l'existence de l'impérialisme, etc. ! Depuis 1945 à nos jours ce n'est pas moins de 30 guerres et des millions de morts qu'il faut compter !

C'est au même moment, en 1946, qu'est formulée la thèse du communisme dans un seul pays<sup>36</sup>. Corrélativement le Kominform (organisation des principaux PC européens) pose officiellement et ouvertement la lutte pour la paix comme tâche principale à laquelle devaient être subordonnées toutes

<sup>34</sup> Cité dans « Il y a 30 ans Yalta ». Brochure « Employé en lutte ».

<sup>35</sup> Id.

<sup>36</sup> Voir ci-dessus, note 11

les autres. Il s'agit de se consacrer à l'organisation d'un Mouvement pour la Paix qui, selon Staline « se borne à des luttes démocratiques de lutte pour le maintien de la paix. A cet égard (il) se distingue de celui qui existait dans la période de la première guerre mondiale, et qui, visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, allait plus loin et poursuivait des buts socialistes »<sup>37</sup>. On ne peut être plus clair sur l'abandon, injustifiable, des « buts socialistes ».

L'analyse de Staline est qu'il existe deux camps dans le monde. Celui des pays socialistes, URSS en tête, celui des impérialistes USA en tête. Bien. Mais il s'ensuit étrangement pour Staline que le communisme peut l'emporter pourvu simplement que l'URSS ne soit pas attaquée et puisse édifier tranquillement le communisme. Car selon lui, au fur et à mesure que le camp des pays socialistes développe la production et élève son niveau de vie, celui des impérialistes verra les siens aller en diminuant. Et, en quelque sorte, le système communiste donnerait ainsi une telle preuve de sa supériorité que la comparaison ne serait plus supportable et autour de l'URSS viendraient quasiment s'agglutiner « pacifiquement » les autres nations, quittant d'elles-mêmes l'enfer capitaliste pour le paradis communiste.

Cette thèse est bien exprimée dans différents textes comme :

*« Il s'ensuit que la sphère d'application des forces des principaux pays capitalistes (E.U., G.-B., France) aux ressources mondiales ne s'étendra pas, mais diminuera que les conditions, quant aux débouchés mondiaux s'aggraveront pour ces pays, et que la sous-production des entreprises s'y accentuera. C'est en cela précisément que consiste l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial à la suite de la désagrégation du marché mondial »*<sup>38</sup>.

*« Le résultat économique de la création de deux camps opposés a été, comme l'indique le camarade Staline, la désagrégation du marché mondial unique et il s'est formé deux marchés mondiaux parallèles : le marché des pays du camp pacifique, démocratique, et le marché des pays du camp impérialiste, agressif (...). Le nouveau marché mondial, démocratique, ignore les difficultés d'écoulement (...). Le marché mondial capitaliste se rapetisse de plus en plus, les conditions d'écoulement sur ce marché se sont aggravées et continuent à s'aggraver »*<sup>39</sup>.

Sous le prétexte qu'après la guerre un certain nombre de marchés ont été soustraits à l'impérialisme (pas complètement d'ailleurs), voilà réapparaître l'économisme et la théorie des forces productives. Dans le marché du camp socialiste, plus de loi de la valeur, plus de crise ! Bref plus rien de capitaliste, le progrès est harmonieux<sup>40</sup>. Quant au capitalisme, ses débouchés « rapetissent », il « n'écoule plus » ses produits. Outre que les débouchés ne sont pas seulement liés à une aire géographique étendue, loin de là, outre que l'essence de la crise capitaliste n'est pas ce problème « d'écoulement » qui n'en est qu'un effet second, on relèvera surtout ici cette absurdité du capitalisme qui s'écroule littéralement tout seul sous le seul poids de son incapacité économique ! (les 30 années d'après-guerre ont - au contraire - été les plus fastes pour lui). On retrouve ici exactement les fondements de la théorie de la compétition pacifique développée plus tard par Khrouchtchev, qui apparaît comme continuateur plutôt qu'innovateur. Il déclarait par exemple que URSS et USA étaient partisans de la paix et d'organiser des relations pacifiques entre tous les pays, et ajoutait : « La victoire du socialisme dans la compétition économique équivaudra à porter un coup écrasant à tout le système des rapports capitalistes. Lorsque le peuple soviétique jouira des bienfaits du communisme, d'autres centaines de millions d'hommes sur la terre diront : « nous sommes pour le communisme ». A ce moment-là, même des capitalistes passeront au Parti Communiste »<sup>41</sup>.

Qu'une coexistence pacifique temporaire soit possible dans certaines conditions (et d'autant plus que les pays socialistes sont puissants et une proie d'accès plus difficile), cela est vrai. Et il est juste pour les pays

<sup>37</sup> Staline : « Derniers écrits 1950-53 ». Ed. Sociales, 1953, p125-126.

<sup>38</sup> Staline : « Problème Economique de l'URSS ».

<sup>39</sup> Rapport de Molotov au 19<sup>ème</sup> Congrès du PCUS

<sup>40</sup> Sur le caractère révisionniste de cette thèse, voir La Cause du Communisme n°1

<sup>41</sup> Cité dans le texte du P.C.C. : « Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées ».

socialistes de la rechercher, y compris en œuvrant à diviser les impérialistes entre eux pour les affaiblir. Mais qu'ils renoncent, pour l'obtenir, à soutenir la lutte révolutionnaire des autres peuples, qu'ils prétendent que la révolution n'est plus à l'ordre du jour, c'est qu'ils n'ont rien de socialiste, c'est que le prolétariat ne les dirige pas. Lorsque Staline pense renforcer la défense de l'URSS en incitant les partis communistes européens à ne plus lutter que pour l'indépendance nationale dans un Front patriotique anti-US, il ne se doute pas que c'est à l'éclatement du « camp socialiste » auquel il travaille en fait. Tous les dirigeants révisionnistes ne pouvaient qu'être d'accord avec cette formule que Staline leur adressait au XIX<sup>ème</sup> Congrès du P.C.U.S. : « *Si vous voulez être des patriotes et devenir la force dirigeante de la nation, vous devez lever haut le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale, des libertés démocratiques bourgeoises et de la paix* »<sup>42</sup>. Mais c'est bien exactement sur la base de la défense de sa propre nation, de son propre impérialisme, que les partis révisionnistes devaient s'éloigner de l'URSS pour prôner des thèses comme « l'euro-communisme », et aller jusqu'à s'opposer ouvertement à Moscou. Prôner le nationalisme n'a jamais engendré l'unité et la paix, mais la division et la guerre.

<sup>42</sup> Staline : « Derniers Ecrits ». ES 1953, p188.

---

## 4 Le PC chinois : une première rupture.

---

La situation du monde après la guerre pouvait paraître tout à fait satisfaisante aux communistes. Certains, dans tel ou tel pays, comme la France ou l'Italie, pouvaient estimer que la révolution y avait été trahie. Mais en fait très peu portaient ce jugement, tellement la situation d'ensemble semblait largement compenser telle ou telle « ombre » localisée. L'URSS sortait victorieuse de la guerre, la révolution triomphait en Chine pour 600 millions d'hommes, ainsi qu'en Albanie et dans d'autres pays d'Europe. Le fascisme était vaincu, tous les pays d'Europe libérés, et la démocratie bourgeoise restaurée dans des pays comme la France où les partis communistes semblaient plus forts que jamais.

Dans une telle situation il était évidemment difficile de s'apercevoir des graves conceptions politiques erronées qui avaient, dans le même temps, envahi tout le mouvement communiste international. Le démocratisme, le nationalisme, avaient submergé le mouvement communiste d'autant plus facilement que les luttes de libération nationales, les luttes anti-fascistes faisaient partie de la lutte révolutionnaire du prolétariat : les victoires qui étaient remportées dans ce domaine étaient aussi ses victoires.

Bref, le camp socialiste apparaissait plus puissant que jamais. Et il était difficile de s'apercevoir qu'il était en fait complètement rongé de l'intérieur, qu'il avait en fait subi de graves défaites politiques. C'est bien pourquoi il fallut le triomphe ouvert du révisionnisme en URSS, avec Khrouchtchev, pour voir s'opérer une première rupture fondamentale concernant l'orientation générale du mouvement communiste international contre l'abandon des tâches révolutionnaires et contre la théorie de la coexistence pacifique sauce révisionniste. Rupture réalisée en tout premier lieu par le Parti Communiste Chinois (PCC) dans ses réponses à la lettre ouverte du Comité Central du PCUS<sup>43</sup>.

« Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées » est le titre d'un des textes politiques de fond du PCC lors de la rupture avec l'URSS. Chacun peut s'y reporter pour constater qu'il constitue une attaque ferme, vigoureuse et de principe, contre les thèses révisionnistes khrouchtchéviennes. Il rétablit dans quelles conditions et sur quelles bases Lénine avait formulé la politique de coexistence pacifique avec les états impérialistes, ainsi que la politique consistant à essayer de gagner aux côtés de l'URSS les « *pays capitalistes hésitants* ». Il montre très clairement que la politique de coexistence pacifique ne saurait en aucun cas prendre la place des tâches « *d'aider les ouvriers du monde entier dans leur âpre lutte pour le renversement du régime capitaliste* », qui restent les tâches les plus essentielles du pays où la révolution a triomphé, avec la nécessité aussi de soutenir « *le mouvement démocratique et le mouvement révolutionnaire de tous les pays, en particulier des pays coloniaux et dépendants* ».

<sup>43</sup> Notamment les trois textes du P.C.C. de 1963 : « Des défenseurs du néo-colonialisme », « Deux lignes différentes dans la question de la guerre et de la paix », « Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées ».

Finalement le texte formule trois principales divergences de principe avec le révisionnisme :

- 1) La coexistence pacifique ne peut s'imposer que par la lutte. Elle ne met de toute façon pas fin à l'antagonisme entre l'impérialisme et le socialisme, qui restent deux ennemis mortels et inconciliables.
- 2) La coexistence pacifique ne peut pas être prise pour ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes. Elle n'est qu'une partie de celle-ci. Son fondement et axe principal est « *l'alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout poil* » (Lénine).
- 3) La coexistence pacifique ne peut pas non plus être prise pour la ligne générale de tous les partis communistes du monde, ni remplacer la révolution des peuples. Il est faux de l'étendre « *aux rapports entre classes opprimées et classes oppresseuses, entre nations opprimées et nations oppresseuses..., de subordonner la lutte révolutionnaire des peuples et des nations opprimées à la politique de coexistence pacifique des pays socialistes* »<sup>44</sup>.

Chacun - sur la base de ces trois points ou mieux encore en relisant les textes de 1963 en leur entier - pourra se rendre compte qu'il s'agit, pour la première fois, d'une rupture de principe avec les positions révisionnistes qui s'étaient développées au sein de la III<sup>ème</sup> IC jusqu'à l'emporter. Une rupture d'importance capitale. Est-ce à dire pour autant qu'elle soit « intégrale », définitivement approfondie et achevée ? Certainement pas. Comme nous l'avons déjà dit, le PCC s'est développé dans un pays, historiquement arriéré, à majorité paysanne, à l'époque d'une révolution démocratique où les tâches nationales étaient importantes, et alors que tous les communistes étaient inévitablement influencés, à divers degrés, par la ligne politique de la III<sup>ème</sup> IC. Tous ces facteurs se conjugaient donc pour que le courant nationaliste bourgeois se trouve fortement représenté en son sein. Une lutte difficile entre deux lignes devait inévitablement s'y dérouler. D'autant plus difficile que la ligne nationaliste était défendue par d'importants dirigeants du parti, comme Liou Shao Shi (Président de l'Etat), Deng Siao Ping (Secrétaire général du Parti) et d'autres. Ce qui témoigne que nombreux devaient être les membres du parti (car ils n'étaient pas à ces postes par hasard) soutenant leur « théorie des trois mondes », nouvelle formulation de la thèse révisionniste appelant les peuples à renoncer à la révolution et à soutenir leur bourgeoisie nationale dans sa lutte patriotique contre les super-puissances (puis contre l'URSS seule quand celle-ci est devenue l'ennemi principal des nationalistes chinois). Si on analyse par ailleurs que Chou En Laï semble avoir joué un rôle décisif dans la deuxième arrivée au pouvoir de Deng Xiao Ping vers 1972-1974 (tout comme le fait que celui-ci se réfère à Chou, voir par exemple la manifestation contre-révolutionnaire organisée à sa mémoire place Tien An Men en 1976), ainsi que, d'une façon générale, dans la protection des cadres du Parti et de l'Etat pendant la Révolution Culturelle, on comprend que les Affaires Etrangères (dont Chou fut le responsable n°1) ait été un secteur particulièrement soumis aux influences révisionnistes dans le PCC.

Le fait est que Chou En Laï le déclare « secteur réservé » pendant la Révolution Culturelle. Le fait est que la Révolution Culturelle n'a pas vraiment approfondi les questions du rôle de la Chine et de sa ligne politique en ce qui concernait ses rapports avec les mouvements révolutionnaires dans le monde. Contrairement aux autres questions essentielles de la transition au communisme, sur lesquelles la Révolution Culturelle a apporté des contributions décisives, sur celle-ci elle en est restée à la critique du début des années 60 du révisionnisme, sans l'approfondir. Le retour au pouvoir de Deng vers 72-74 se traduit par un profond changement dans la politique internationale de la Chine, formalisé par sa fameuse « théorie des 3 mondes » énoncée à l'ONU en 1974 et par des actes concrets comme la non dénonciation du coup d'état de Pinochet au Chili et les relations amicales établies avec son régime<sup>45</sup>, les louanges accordées à des individus comme Mobutu et autres qu'auparavant la presse chinoise qualifiait de

<sup>44</sup> « Deux politiques de coexistence pacifique diamétralement opposées » à propos de la lettre ouverte du PCUS (Ed. de la Cité, TII, p121).

<sup>45</sup> Dans la brochure « Lettre ouverte du PCR du Chili au PCC », les camarades chiliens ont rendu compte de ces changements de la politique extérieure chinoise (Novembre 1977, disponible en français)

« chien couchant de l'impérialisme », etc. Mais après sa chute en 76, cette ligne ne fut pas explicitement condamnée par la nouvelle direction.

Ceci ne veut pas dire que Mao est le père de la théorie des trois mondes, qu'elle serait l'expression naturelle de sa conception du front unique contre les ennemis principaux. Non. Mais que cette théorie a pu d'autant plus facilement s'épanouir dans le PCC que la critique du révisionnisme n'avait pas été menée avec autant d'ardeur sur ce terrain que la critique de la théorie des forces productives, du renforcement de l'appareil d'Etat et autres thèses révisionnistes; n'avait pas été reliée à celle de la théorie du communisme dans un seul pays, à celle du nationalisme dans le MCI.

Après le succès de la révolution, la Chine devait intervenir dans les quatre grandes contradictions du monde contemporain : édifier et défendre la Chine socialiste, et donc aussi utiliser les contradictions entre impérialistes pour y parvenir, soutenir la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme, soutenir la lutte révolutionnaire des prolétaires et leurs organisations d'avant-garde contre la bourgeoisie. Evidemment toutes ces contradictions n'ont pas, à un moment donné, la même importance et la Chine devait surtout intervenir là où elles revêtaient un caractère principal. Dans les deux décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale les tâches principales étaient 1°) sauver le socialisme de la dégénérescence révisionniste qui submergeait la plupart des pays socialistes; empêcher que l'affaiblissement considérable qui en résultait pour des pays comme la Chine et l'Albanie restés socialistes et isolés n'aboutisse à leur étouffement par les impérialistes (USA, puis URSS); 2°) soutenir la lutte des peuples d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique latine, « la zone des tempêtes », qui étaient alors en lutte généralisée contre l'impérialisme, et constituaient la principale force révolutionnaire en mouvement dans le monde. Par contre, du fait de la relative prospérité du capitalisme, les contradictions inter-impérialistes, et les luttes de classes dans les pays impérialistes eux-mêmes n'avaient pas l'importance qu'elles commencent à prendre de nos jours.

Dans ces conditions les luttes massives et prolongées en Chine contre le révisionnisme, et jusqu'à leur apogée de la GRCP, constituent déjà en elles-mêmes une tâche de portée internationale de la plus haute importance. Elles furent non seulement le plus magnifique effort pour défendre le socialisme en Chine et pour le prolétariat international; mais aussi elles permirent une rupture d'avec le révisionnisme au sein du mouvement communiste, et c'est là la contribution essentielle que le PCC pouvait apporter comme soutien aux luttes révolutionnaires dans le monde, compte tenu des conditions de l'époque. Face aux révisionnistes et à leurs conceptions sur la coexistence pacifique, le PCC réaffirma la nécessité de la lutte armée des peuples opprimés contre l'impérialisme. Il ne ménagea son soutien ni aux peuples d'Indochine, ni aux Palestiniens, ni à beaucoup d'autres. Face aux révisionnistes qui, en ce qui concerne les nations opprimées, préconisent la « solution » de renforcer l'économie, de lutter contre les inégalités dans les relations économiques internationales par le front uni des bourgeoisies du « tiers-monde » (leurs peuples soumis derrière elles), le PCC affirme : « *La direction du PCUS a aussi créé la « théorie » du passage du mouvement de libération nationale à une « phase nouvelle » axée, selon elle, sur les tâches économiques (...). Mais (celle-ci) n'est en aucun cas la « phase nouvelle » axée sur les tâches économiques. Dans cette phase nouvelle, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine connaissent un éveil sans précédent, ont un mouvement révolutionnaire plus impétueux que jamais et exigent impérieusement la liquidation totale des forces de l'impérialisme et de ses laquais dans leurs pays, afin de conquérir l'indépendance complète tant politique qu'économique* »<sup>46</sup>. Devant les perspectives de nouvelle guerre impérialiste, face aux pacifistes et aux chauvins, Mao réaffirme la thèse léniniste : « *Ou c'est la guerre qui provoque la révolution, ou c'est la révolution qui conjure la guerre (...). Si une telle guerre (impérialiste) éclate, les peuples du monde devront écraser la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire. Ils doivent y être préparés dès maintenant* »<sup>47</sup>.

On ne peut pas plus trouver l'origine de la théorie des trois mondes dans les relations que la Chine pouvait chercher à avoir avec tel ou tel pays capitaliste, tel ou tel gouvernement bourgeois. Lénine avait aussi été fidèle à cette tactique de savoir gagner aux côtés de l'URSS « *les pays capitalistes hésitants* » (et

<sup>46</sup> « Des défenseurs du néo-colonialisme ».

<sup>47</sup> Mao : « Léninisme ou social-impérialisme » (22/4/70).

donc de savoir distinguer entre divers pays capitalistes, le ou les principaux ennemis). De même Lénine avait manifesté une grande attention à reconnaître les droits des nations opprimées (même dirigées par des bourgeoisies nationales). Par exemple, formulant le programme des bolcheviks sur la question des Détroits (Mer Noire, Méditerranée) que les impérialistes (soutenant la Grèce) cherchaient à enlever à la Turquie vaincue, il écrivait : « *premièrement, la satisfaction des aspirations nationales de la Turquie...* »<sup>48</sup>, ajoutant qu'il fallait avoir « *une grande sollicitude à l'égard des intérêts des différentes nations* » afin d'éliminer les sources de conflit entre les peuples qui obscurcissent la lutte de classe et la nécessité de leur solidarité contre l'impérialisme et les exploités, et de prendre des mesures concrètes pour la paix entre eux. En vérité, la théorie des trois mondes n'est pas révisionniste parce qu'elle formule des différences entre différents types de pays non socialistes. Elle l'est surtout parce qu'elle appelle les peuples à prendre pour ligne générale ce qui n'est qu'un élément particulier de la tactique qu'applique, et seulement lui, un pays socialiste. Parce qu'elle les appelle sous ce prétexte à renoncer à la révolution<sup>49</sup>.

C'est cette conception de la ligne générale, cette renonciation à la révolution qui n'ont pas été suffisamment combattues, pas jusqu'au bout, par le PCC; qui ont subsisté en son sein, comme héritage des erreurs de la III<sup>ème</sup> IC, que nous avons vues finir par s'y épanouir sous la houlette de Deng Xiao Ping.

Prenons, pour illustrer ce propos par un exemple, le fameux document connu sous le nom de « lettre en 25 points ». Bien qu'il soit remarquable et ait marqué à son époque une rupture historique avec le révisionnisme, il manifeste aussi la survivance de questions insuffisamment ou mal résolues. Ainsi dans le point 10, qui concerne les tâches révolutionnaires dans les pays capitalistes, on trouve mis en avant cette thèse que : « *Dans les pays capitalistes que les impérialistes américains contrôlent ou essaient de contrôler, la classe ouvrière et les masses populaires doivent diriger principalement leurs attaques contre l'impérialisme américain, et aussi contre le capital monopoliste et les autres forces de la réaction intérieure qui trahissent les intérêts de la nation* ».

Ici l'accent est mis de diriger les coups contre l'ennemi principal (l'impérialisme US), « et aussi » (comme si c'était une concession) contre le capital monopoliste, et ceux « qui trahissent les intérêts de la nation ». Bref cela laisse entendre qu'il serait possible de combattre un impérialisme, sans d'abord, comme disait Lénine, lutter pour renverser « son » propre impérialisme. Cela suggère nettement que le Front Uni contre les USA pourrait être séparé du combat contre la bourgeoisie monopoliste, qu'il y a l'essentiel (le Front Uni) et l'accessoire (la révolution). Plus grave encore la bourgeoisie n'est ennemie, semble-t-il, que dans la mesure où elle n'est pas patriote. Ce qui est, nous l'avons souvent exposé, une thèse révisionniste. Et ce qui veut dire que, si elle l'est, c'est-à-dire si elle lutte contre son concurrent US), elle fait partie du Front Uni. Inutile de dire que, sur une telle base nationaliste, elle le dirige.

Sans faire ici l'analyse précise de toute la lettre en 25 points, nous pouvons en citer brièvement une autre faiblesse en ce qui concerne le soutien de la révolution des peuples opprimés par l'impérialisme. La lettre réaffirme la nécessité de ce soutien, et combat fermement la ligne chauvine dominante dans les principaux partis révisionnistes de l'époque, comme le PCF. C'est une rupture importante. Mais quel programme révolutionnaire soutient-elle ? Elle met en avant principalement le soutien aux luttes pour l'indépendance et les droits démocratiques des peuples opprimés (points 8 et 9). Elle critique justement le verbiage « de gauche » des révisionnistes qui, sous prétexte que le but final est la disparition des nations, s'opposent aux luttes de libération nationales, et qui « *sous prétexte de faire tomber les barrières de nationalité, de la couleur de la peau et de la localisation géographique, essaient par tous les moyens d'effacer la ligne de démarcation entre nations opprimées et nations oppresseuses* ». Néanmoins<sup>50</sup> la « lettre » ne mentionne que trop brièvement les liens à établir entre les luttes nationales et démocratiques et les tâches spécifiquement prolétariennes. Elle soutient sans condition la bourgeoisie nationale patriote. Elle

<sup>48</sup> Lénine : « Interview accordé à Farbman » (Novembre 1922, OC, T33). Pourtant M. Kemal avait fait exécuter 17 dirigeants du Parti Communiste Turc en Janvier 1921.

<sup>49</sup> Sur la critique de la théorie des 3 mondes, voir notre brochure « La position du prolétariat de France et la Question Nationale ».

<sup>50</sup> Et outre le fait que les révisionnistes peuvent soutenir les luttes de libération nationale qu'ils peuvent se subordonner, où les masses sont ligotées par un appareil bourgeois « ami » de l'URSS (Ethiopie, Vietnam, Angola, etc.).

n'indique pas les tâches spécifiques des communistes dans le mouvement national qui sont de tout faire pour en prendre la direction et préparer l'étape du socialisme. Elle fait comme si les communistes devaient soutenir tout mouvement national sans condition, et ne distingue pas, comme Lénine, la reconnaissance du droit à l'indépendance du soutien à apporter seulement aux forces révolutionnaires<sup>51</sup>. Certes, nous l'avons dit, cette distinction était utilisée par les révisionnistes pour refuser tout soutien aux mouvements d'indépendance nationale des colonies (Thorez à propos de l'Algérie : « le droit au divorce n'est pas l'obligation au divorce »). Certes la tendance archi-dominante dans le MCI était bien de nier la lutte armée dans les pays opprimés, leur lutte pour l'indépendance contre l'impérialisme, l'importance de ces mouvements nationaux comme composante réelle de la révolution mondiale et la nécessité pour le prolétariat des pays développés de s'y fier. Certes encore, à l'époque de la « lettre » les forces communistes étaient pratiquement inexistantes dans bien des mouvements nationaux, le « camp » socialiste qui aurait pu aider ces mouvements à se donner une orientation socialiste était en pleine dégénérescence. De ce fait, le caractère dominant du mouvement réel était plus ou moins inéluctablement nationaliste bourgeois. Cela Lénine lui-même l'avait analysé dans ses thèses sur la question nationale. Mais pour autant il était erroné de ne pas distinguer, malgré tout, les orientations communistes (même embryonnaires) de celle des bourgeoisies nationales. Car même si les communistes sont faibles, même si dans ces conditions ils peuvent (et à condition d'avoir la liberté de s'organiser et de travailler) reconnaître qu'à tel ou tel moment on ne peut obtenir « mieux » qu'une indépendance nationale sous direction bourgeoise, ils doivent se préparer à leurs tâches révolutionnaires propres et éduquer le prolétariat en ce sens. Non s'incliner seulement devant ce qui est. Dans le même ordre d'idée la « lettre » ne distingue pas suffisamment entre les colonies et néo-colonies d'une part et les pays intermédiaires où le capitalisme a déjà connu un certain développement et où les tâches socialistes sont plus directement à l'ordre du jour.

Nous reviendrons sur toutes ces questions qui débordent le cadre de cet article. Si nous avons voulu les évoquer ici, c'est pour relativiser « la lettre en 25 points », indiquer clairement qu'il serait dogmatique et illusoire de penser qu'elle constitue une rupture achevée avec le révisionnisme et qu'il suffirait aujourd'hui de dépoussiérer les « classiques » du marxisme-léninisme pour en avoir fini avec nos tâches théoriques.

La « lettre en 25 points » est effectivement une rupture avec la ligne générale dominante dans le MCI, à l'époque déjà depuis deux ou trois dizaines d'années. Elle établit sans ambiguïté : 1°) Le soutien aux luttes révolutionnaires des peuples opprimés (à l'époque : Vietnam, Algérie, Palestine, etc.); 2°) la nécessité de poursuivre la lutte de classe sous le socialisme et d'y renforcer la dictature du prolétariat; 3°) la critique des thèses révisionnistes sur la coexistence pacifique, le passage pacifique au socialisme, le pacifisme face aux dangers de guerre. C'est une orientation générale révolutionnaire et c'est ce qui en fait toute la valeur. Partout la révolution y est présentée comme le produit de la lutte armée des peuples. La théorie d'attendre que l'URSS (ou la Chine) ait triomphé de l'impérialisme dans la compétition économique, que l'impérialisme s'écroule de lui-même (par la vertu de son marché qui se rétrécirait comme une peau de chagrin, par ses crises, etc.) est combattue (cf. point 13). Cet appel révolutionnaire est une rupture. Mais nous avons vu qu'elle n'était pas approfondie à toutes les questions que pose la formulation d'une « ligne générale » pour le MCI.

Et la Révolution Culturelle n'a approfondi cette question essentiellement que sur le second point. Son mérite a été de condamner la théorie des forces productives et de porter à un niveau sans précédent la thèse de la continuation de la lutte des classes jusqu'au communisme dans le monde. Sur ce point elle a rompu fondamentalement avec les bases mêmes des conceptions révisionnistes sur la compétition pacifique, l'abandon de la révolution, la lutte pour la paix et la défense du pays « socialiste » comme tâche prioritaire pour tous les prolétaires. Elle a rompu avec les bases de la théorie des « trois mondes » qui reprennent ces conceptions révisionnistes. Il reste qu'il n'y a pas encore de « ligne générale » formulée pour le mouvement communiste mondial. Aujourd'hui la question de la lutte de l'impérialisme contre les pays socialistes n'existe plus : ceux-ci n'existent plus comme force significative à l'échelle mondiale<sup>52</sup>. La

<sup>51</sup> Voir notre brochure sur la Question Nationale.

<sup>52</sup> L'OCML Voie Proletarienne n'a pas encore tranché la question de son appréciation sur l'Albanie. Bien que, le PTA ayant repris à son compte ce qu'il y avait d'erroné chez Staline et rejeté ce qu'il y avait de juste chez Mao, on puisse nourrir les plus

question de la défense de l'URSS ou de la Chine n'est plus une tâche des prolétaires, et les problèmes que nous avons évoqués dans cet article sont donc « évacués » pour le moment. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas d'importance - au contraire - quant aux buts que nous nous fixons, aux tâches que devra accomplir notre révolution socialiste. La « ligne générale » de la lettre en 25 points a été proposée à l'époque pour rallier et unir tous les communistes susceptibles de combattre le révisionnisme khrouchtchévien. Aujourd'hui, approfondir cette rupture c'est fixer de façon beaucoup plus claire et juste les tâches révolutionnaires. Non seulement opposer comme alors la révolution à la coexistence pacifique, mais plus encore en fixer les grandes lignes. Ceci aussi bien dans les pays opprimés que dans les pays impérialistes où, à des degrés de gravité divers bien sûr compte tenu des situations différentes, les thèses de rallier le prolétariat derrière la bourgeoisie dans des perspectives « d'indépendance nationale » et de « défense de la patrie » sont encore le plus souvent dominantes. Ce n'est qu'en élaborant une « ligne générale » correcte, permettant d'unir les peuples opprimés luttant contre l'impérialisme aux prolétaires des pays capitalistes avancés luttant pour le socialisme, qu'on pourra fonder la nouvelle Internationale Communiste dont tous ont besoin.

Charles PAVEIGNE

graves inquiétudes sur le sort du socialisme en Albanie, les mêmes causes devant y produire tôt ou tard les mêmes effets qu'en URSS : la reprise du pouvoir par une bourgeoisie qu'on ne combat pas parce qu'elle « n'existe pas » !! Mais de toute façon il est juste de dire ici que l'Albanie ne pèse pas aujourd'hui d'un poids significatif dans le rapport de force mondial avec l'impérialisme

## **Texte de la résolution du présidium du comité exécutif de l'IC (15 mai 1943)**

1. Le rôle historique de l'Internationale communiste, formée en 1913 par suite de l'effondrement politique de l'écrasante majorité des anciens partis ouvriers d'avant la guerre, consiste dans le fait qu'elle a préservé le marxisme de l'altération et de la falsification de la part des éléments opportunistes du mouvement ouvrier, qu'elle a contribué dans une série de pays au rassemblement de l'avant-garde des ouvriers avancés dans de véritables partis ouvriers, qu'elle a aidé ces partis à mobiliser les masses laborieuses pour la défense de leurs intérêts économiques et politiques, pour la lutte contre le fascisme et la guerre qu'il préparait, pour le soutien de l'Union soviétique, bastion principal contre le fascisme.
2. L'Internationale communiste a dévoilé à temps la véritable signification du « pacte anti-Komintern », comme instrument de préparation de guerre par les hitlériens. Longtemps avant la guerre, elle a démasqué, sans se lasser, l'abominable besogne des hitlériens pour saper les fondements des Etats étrangers, besogne perpétrée à l'abri des campagnes contre l'immixtion prétendue de l'I.C. dans les affaires intérieures de ces Etats.
3. Cependant, bien longtemps avant la guerre et au fur et à mesure que se compliquait la situation intérieure et extérieure des différents pays, il devenait toujours plus clair que la solution des problèmes du mouvement ouvrier de chacun des pays par les instances d'un centre international, quel qu'il soit, se heurterait à des obstacles insurmontables. La profonde diversité des voies historiques de développement des différents pays du monde, le caractère différent et même la contradiction de leurs régimes sociaux, la différence dans le niveau et dans les rythmes de leur développement social et politique, et enfin la différence dans le degré de conscience et d'organisation des ouvriers, ont conditionné les tâches également différentes posées devant la classe ouvrière des différents pays. Tout le cours des événements durant le dernier quart de siècle et l'expérience accumulée par l'Internationale communiste ont démontré de façon convaincante que la forme d'organisation pour le rassemblement des ouvriers choisie par le 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale communiste et répondant aux exigences de la période initiale de renaissance du mouvement déperissait toujours plus en rapport avec la croissance de ce mouvement dans les différents pays et avec la complication grandissante de ses tâches, et que même cette forme d'organisation devenait un obstacle au renforcement des partis ouvriers nationaux.
4. La guerre mondiale déchaînée par les hitlériens a accentué davantage encore la différence dans la situation des divers pays, en traçant une ligne de démarcation profonde entre les pays devenus les porteurs de la tyrannie hitlérienne et les peuples épris de liberté, unis dans la puissante coalition antihitlérienne. Alors que dans les pays du bloc hitlérien la tâche fondamentale des ouvriers, des travailleurs et de tous les honnêtes gens consiste à contribuer, de toutes les manières, à la défaite de ce bloc par un travail de sape de la machine de guerre hitlérienne, à contribuer au renversement des gouvernements responsables de la guerre, dans les pays de la coalition antihitlérienne le devoir sacré des larges masses populaires, et avant tout des ouvriers avancés, est de soutenir par tous les moyens les efforts militaires des gouvernements de ces pays, en vue de l'écrasement le plus rapide du bloc hitlérien et pour garantir l'amitié réciproque des nations sur la base de leurs égalités de droits. En outre, il ne faut pas perdre de vue que les différents pays de la coalition antihitlérienne ont des tâches particulières. Par exemple, dans les pays occupés par les hitlériens et ayant perdu leur indépendance d'Etat, la tâche fondamentale des ouvriers avancés et des larges masses populaires est de déployer la lutte armée se transformant en guerre nationale libératrice contre l'Allemagne hitlérienne. Dans le même temps, la guerre libératrice des peuples épris de liberté contre la tyrannie hitlérienne, mettant en mouvement de larges masses populaires qui s'unissent, sans distinction de parti et de religion, dans les rangs de la puissante coalition anti-hitlérienne, démontre avec plus d'évidence encore que l'essor général de la nation et la mobilisation des masses pour la victoire

rapide sur l'ennemi peuvent être assurés de la façon la meilleure et la plus féconde sous l'impulsion de l'avant-garde du mouvement ouvrier de chaque pays, dans les cadres de son Etat.

5. Déjà, le VII<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale communiste qui siégea en 1935, tenant compte des changements intervenus tant dans la situation internationale que dans le mouvement ouvrier, changements qui exigeaient plus de promptitude et d'indépendance de ses sections dans la solution des problèmes posés devant elles, soulignait la nécessité pour le comité exécutif de l'IC, dans l'examen de toutes les questions du mouvement ouvrier, de partir des conditions et particularités concrètes de chacun des pays et d'éviter, en règle générale, de s'immiscer directement dans les affaires internes d'organisation des partis communistes. Les mêmes considérations ont guidé l'Internationale communiste lorsqu'elle approuva, après en avoir pris connaissance, la décision du Parti communiste des Etats-Unis, en novembre 1940, de sortir des rangs de l'Internationale communiste.

6. Guidés par la doctrine des fondateurs du marxisme-léninisme, les communistes n'ont jamais été partisans du maintien des formes d'organisation périmées ; ils ont toujours subordonné les formes d'organisation du mouvement ouvrier et les méthodes de travail de cette organisation aux intérêts politiques fondamentaux du mouvement ouvrier dans son ensemble, aux particularités de la situation historique concrète donnée et aux tâches qui découlent directement de cette situation. Ils se souviennent de l'exemple du grand Marx qui rassembla les ouvriers avancés dans les rangs de l'Association internationale des travailleurs et qui après que la I<sup>ère</sup> Internationale eut accompli sa tâche historique en créant les bases pour le développement des partis ouvriers dans les pays d'Europe et d'Amérique, procéda à la dissolution de la I<sup>ère</sup> Internationale, étant donné que cette forme d'organisation ne répondait déjà plus aux exigences pressantes de l'édification des partis ouvriers nationaux de masse.

7. Partant des considérations ci-dessus exposées, et tenant compte de la croissance et de la maturité politique des partis communistes et de leurs cadres dirigeants dans les différents pays, ayant également en vue qu'au cours de la guerre actuelle plusieurs sections ont soulevé la question de la dissolution de l'Internationale communiste comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international, le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste, n'ayant pas la possibilité dans les conditions de la guerre mondiale de convoquer le congrès de l'Internationale communiste, se permet de soumettre à la ratification des sections de l'Internationale communiste la proposition suivante :

*Dissoudre l'Internationale communiste, comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international, en libérant les sections de l'Internationale communiste des obligations qui découlent des statuts et des décisions des congrès de l'Internationale communiste.*

Le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous les partisans de l'Internationale communiste à condenser leurs forces pour soutenir de toutes les manières la guerre libératrice des peuples et des Etats de la coalition antihitlérienne, et à prendre part activement à cette guerre libératrice pour écraser rapidement l'ennemi mortel des travailleurs, le fascisme allemand et ses alliés et vassaux.

Les membres du présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste : Dimitrov, Ercoli, Florin, Gottwald, Jdanov, Kolarov, Kopenig, Kuusinen, Manouilsky, Marty, Pieck, Thorez.

## **Texte de la réponse de Staline au correspondant de l'Agence Reuter à Moscou (28 mai 1943)**

QUESTION. — Les commentaires britanniques au sujet de la décision de liquider le Komintern, ont été très favorables. Quel est le point de vue soviétique en cette matière et sa portée pour les futures relations internationales ?

RÉPONSE. — La dissolution de l'Internationale communiste est sage et opportune, car elle facilite l'organisation de l'assaut commun tous les peuples épris de liberté contre l'ennemi commun : l'hitlérisme.

La dissolution de l'Internationale communiste est sage car :

- a) Elle met en évidence le mensonge des hitlériens, qui affirment que « .Moscou essaie de s'immiscer dans la vie d'autres nations pour les bolcheviser ». Maintenant on a mis fin à cette calomnie.
- b) Elle met en évidence la calomnie des adversaires du communisme au sein du mouvement ouvrier, qui affirment que les partis communistes des divers pays agissent non dans l'intérêt de leurs peuples, mais obéissant à des ordres étrangers. On a également mis fin à cette calomnie.
- c) Elle facilite l'activité des patriotes dans les pays épris de liberté afin d'unir les forces progressistes de leurs pays respectifs, sans distinction de partis ni de croyances religieuses, dans un camp unique de libération nationale afin de développer la lutte contre le fascisme.
- d) Elle facilite l'activité des patriotes de tous les pays afin d'unir tous les peuples épris de liberté dans un seul camp international de lutte contre la menace de domination du monde par l'hitlérisme, frayant ainsi la voie vers l'organisation future de la collaboration fraternelle des nations, basée sur leur égalité.

Je crois que toutes ces circonstances, considérées dans leur ensemble, donneront comme résultat le renforcement ultérieur du Front unique des Alliés et des autres nations unies dans leur victoire sur la tyrannie hitlérienne.

Il me semble que la dissolution de l'I.C est parfaitement opportune car, précisément maintenant, quand le fauve fasciste tend ses dernières énergies, il est nécessaire d'organiser l'assaut commun des pays épris de liberté afin d'en finir avec lui et libérer les peuples de l'oppression fasciste.